



REPUBLIQUE DU GHANA

**PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
DU DEUXIME CYCLE
(EDUCATION III)**

RAPPORT D'EVALUATION

**DEPARTEMENT DU DEVELOPPEMENT SOCIAL
REGIONS CENTRE ET OUEST**

**OCSD
AOUT2003**

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ENCADRES ET DES TABLEAUX, LISTE DES ANNEXES, FICHE DU PROJET,
MONNAIE ET MESURES, LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES
DONNEES DE BASE, MATRICE DU PROJET, RESUME ANALYTIQUE i-x

1.	<u>ORIGINE ET HISTORIQUE DU PROJET</u>	1
2.	<u>SECTEUR DE L'EDUCATION</u>	2
	2.1 Le système éducatif	2
	2.2 Le cadre de politique en matière d'éducation	3
	2.3 Financement de l'éducation	5
	2.4 Soutien des donateurs au secteur de l'éducation	6
	2.5 Contraintes à l'enseignement	7
3.	<u>LE SOUS-SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT</u>	
	<u>SECONDAIRE DE DEUXIEME CYCLE</u>	9
	3.1 Enseignement secondaire de deuxième cycle	9
	3.2 Installations scolaires	9
	3.3 Enseignement et apprentissage	9
	3.4 Fourniture de manuels	10
	3.5 Préoccupations liées au genre	10
	3.6 Questions liées à la gestion du sous-secteur	10
4.	<u>LE PROJET</u>	11
	4.1 Concept et bien-fondé du projet	11
	4.2 Enseignements retenus	12
	4.3 Zones et bénéficiaires du projet	13
	4.4 Contexte stratégique	13
	4.5 Objectifs du projet	13
	4.6 Description du projet	14
	4.7 Impact sur l'environnement	18
	4.8 Coûts du projet	18
	4.9 Sources de financement et calendrier des dépenses	19
5.	<u>EXECUTION DU PROJET</u>	21
	5.1 Agence d'exécution	21
	5.2 Dispositions institutionnelles	22
	5.3 Calendrier d'exécution	24
	5.4 Dispositions relatives à l'acquisition des biens et services	25
	5.5 Dispositions relatives au décaissement	28
	5.6 Suivi et évaluation	28
	5.7 Rapports financiers et audit	29
	5.8 Coordination de l'aide	29
6.	<u>DURABILITE ET RISQUES DU PROJET</u>	30
	6.1 Charges récurrentes	30
	6.2 Durabilité du projet	30
	6.3 Principaux risques et mesures d'atténuation	31
7.	<u>AVANTAGES DU PROJET</u>	31
	7.1 Analyse économique	31
	7.2 Analyse de l'impact social	32
8.	<u>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</u>	33
	8.1 Conclusions	33
	8.2 Recommandations et conditions d'entrée en vigueur du prêt	33

LISTES DES ENCADRES ET TABLEAUX

2.1	Dépenses totales par niveau d'instruction	6
2.2	Charges récurrentes unitaires par niveau d'instruction pour l'exercice 2000	6
2.3	Répartition des capitaux extérieurs accordés au système éducatif du Ghana 1996-2003	7
4.1	Coût estimatif du projet par composante	19
4.2	Coût estimatif du projet par catégorie de dépense	19
4.3	Coût estimatif par sources de financement	19
4.4	Coût estimatif par source de financement et par composante	20
4.5	Coût estimatif par source de financement et par catégorie de dépense	20
4.6	Calendrier des dépenses par catégorie de dépense	21
4.7	Calendrier des dépenses par source de financement	21
5.1	Calendrier d'exécution par composante	24
5.2	Dispositions relatives à l'acquisition des biens et services	25

LISTE DES ANNEXES

1. Carte de la République du Ghana
2. Liste des SSS à réhabiliter
3. Indicateurs du Ghana les Objectifs de développement du millénaire
4. Liste des biens et services
5. Organigramme du ministère de l'Education
6. Organigramme de l'Unité de gestion des achats et des fonds (FPMU)
7. Résumé des dispositions socio-environnementales du projet

Le présent rapport a été rédigé sur la base des conclusions d'une mission d'évaluation effectuée au Ghana du 27 mai au 5 juin 2003. La mission comprenait les membres du personnel suivants d'OCSD.1 : MM. André Komenan, Socioéconomiste en Chef ; Serge N'Guessan, Spécialiste supérieur d'exécution ; et Benedict Kunene, analyste supérieur en éducation. Pour toute question concernant ce projet, prière de s'adresser à M. André Komenan, Chef de division p.i., OCSD.1 (poste 2432, Tunis) ou à Mme Z. El Bakri, Directeur OCSD (poste 2045, Tunis)

FONDS AFRICAÏN DE DEVELOPPEMENT

SIEGE
01 BP 1387
Abidjan 01
Côte d'Ivoire
Tél: 20 20 44 44; 20 20 48 48
Fax (225) 20 21 65 45

AGENCE TEMPORAIRE DE RELOCALISATION
BP 323 - 1002
Tunis Belvédère
Tunisie
Tél: (216) 71 333 511
Fax. (216) 71 351 933

FICHE DE PROJET

Date : Août 2003

Les renseignements ci-dessous ont pour but de fournir quelques indications générales à tout fournisseur, entrepreneur, consultant et autre personne intéressée par la fourniture de biens et services au titre des projets approuvés par le Conseil d'administration du Groupe de la Banque. De plus amples renseignements peuvent être obtenus auprès de l'organe d'exécution ou de l'emprunteur.

1. Pays et titre du projet : République du Ghana. Développement des écoles secondaires du deuxième cycle (Education III)
2. Implantation :
 1) 25 districts pour la réhabilitation et l'agrandissement des SSS et tout le pays pour les activités visant à améliorer la qualité de l'enseignement.
 2) Accra (principalement) : formation du personnel du MOEYS/GES et de la direction du projet.
3. Emprunteur : République du Ghana
4. Organe d'exécution : Ghana Education Service
 Siège
Ministry Branch Post Office
 P. O. Box M. 45
 Accra. Ghana.
5. Description du projet : Le projet comprend les quatre composantes suivantes : (i) amélioration de l'accès à l'enseignement secondaire, (ii) amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement secondaire, (iii) amélioration de la gestion de l'enseignement secondaire, et (iv) gestion du projet.
6. Coût total :
 Devises 27,78 millions d'UC
 Monnaie locale 15,03 millions d'UC
 12,75 millions d'UC
7. Financement du Groupe de la Banque
 Prêt FAD 20,00 millions d'UC
 Don FAD 5,00 millions d'UC
8. Autres sources de financement : Contribution du gouvernement : 2,78 millions d'UC
9. Date d'approbation : Septembre 2003

10. Date probable de démarrage
du projet et durée

janvier 2004 pour cinq ans.

11. Acquisition des biens et services :

Biens

Appel d'offres international (ICB) :

Manuels et matériel didactique ; équipements et biens fongibles pour les principales installations scolaires réhabilitées des 25 écoles secondaires du deuxième cycle (SSS) ; mobilier pour les blocs scientifiques et les centres informatiques de ces SSS.

Appel d'offres national (NCB) :

Mobilier pour les salles de classe, les bâtiments pour les ateliers professionnels, les bâtiments de l'administration et la bibliothèque des SSS choisies ; mobilier et équipement pour les CPIT ; documentation/référence et imprimés de formation, manuels actualisés et imprimés pour les boîtes à outils d'entretien pour tous les SSS.

Consultation de fournisseurs
A l'échelon national (NS) :

Divers autres biens, tels que papeterie/fournitures de bureau renouvelables.

Travaux

NCB :

Réhabilitation et extension des 25 SSS.
Aménagement des bureaux du CPIT.

Services

Liste restreinte (SHL) :

Des services de consultants et une assistance technique seront acquis sur la base d'une liste restreinte de bureaux d'études qualifiés ou de consultants individuels, conformément aux "Règles de procédure de la Banque pour l'utilisation des consultants" pour les services d'audit ; la conception ; les études techniques et la supervision des travaux de génie civil ; la conception et la fourniture d'un programme de formation en cours d'emploi des enseignants sur les questions liées au VIH/SIDA et à l'environnement ; la mise en œuvre du système informatisé SSP ; la conception d'un logiciel de gestion des ressources humaines.

Négociation de gré à gré

La formation en cours d'emploi des comptables financiers du GES se fera par voie de négociation de gré à gré avec les experts comptables de *Ghana Institute of Chartered Accountants*.

Règles de procédure du FAD pour L'utilisation de consultants Individuels

Les services de consultants à court terme nécessaires pour assurer les activités de formation en cours d'emploi et des ateliers ; les services de consultants pour l'entretien des SSS.

MONNAIE ET MESURES
(Mai 2003)

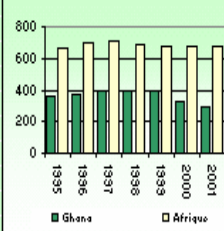
1 Unité de compte (UC) = 1,38391 dollar EU = 11.763,235 cédis
Exercice budgétaire : 1^{er} janvier - 31 décembre
Année scolaire : septembre – juin
Unités de mesure : Système métrique

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	
BAD	Banque africaine de développement
FAD	Fonds africain de développement
BECE	Basic Education Certificate of Education (Certificat d'études primaires)
ACDI	Agence canadienne de développement international
DSP	Document de stratégie par pays
CPIT	Equipe de base pour l'exécution des projets
DAFC	District Assemblies Common Fund (Fonds commun des Assemblées de district)
DANIDA	Agence danoise de développement international
DFID	Département d'aide au développement international
EFA	Education pour tous
APE	Autorité de protection de l'environnement
UE	Union européenne
PPTE	Pays pauvres très endettés
FCUBE	Enseignement gratuit, obligatoire et universel de base
FPMU	Unité de la gestion des achats et des fonds
FTI	Fast track Initiative (Procédure accélérée)
GEA	Ghana Employers' Association (Association patronale du Ghana)
GES	Ghana Education Service
GET	Ghana Education Trust
GNAT	Ghana National Association of Teachers (Association nationale des enseignants du Ghana)
GNUS	Ghana National Union of Students (Union nationale des élèves et étudiants du Ghana)
GDG	Gouvernement du Ghana
GPRS	Stratégie de réduction de la pauvreté du Ghana
IDA	Association internationale de développement
FMI	Fonds monétaire international
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
JSS	Ecole secondaire du premier cycle (Collège)
MOEYS	Ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports
RAP	Rapport d'achèvement du projet
CDP	Comité directeur du projet
RAT	Rapport d'avancement trimestriel
SRIMPR	Recherche statistique, gestion de l'information et relations publiques
SSE	Enseignement secondaire du deuxième cycle
SSS	Ecole secondaire du deuxième cycle (Lycée)
TDR	Termes de référence
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
BM	Banque mondiale.

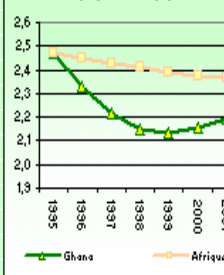
GHANA: INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES COMPARATIFS

	Année	Ghana	Afrique	Pays en développement	Pays développés
Indicateurs de Base					
Superficie ('000 Km²)		239	30 061	80 976	54 658
Population totale (millions)	2001	19,7	811,6	4 940,3	1 193,9
Population urbaine (% of Total)	2001	41,1	38,0	40,4	76,0
Densité de la population (au Km²)	2001	82,7	27,0	61,0	21,9
Revenu national brut (RNB) par Habitant (\$ EU)	2001	290	671	1 250	25 890
Participation de la Population Active - Total (%)	2001	49,5	43,3	...	...
Participation de la Population Active - Femmes (%)	2001	49,6	35,1	...	...
Valeur de l'Indice sexospécifique de dévelop. humain	1999	0,538	0,476	0,634	0,916
Indice de développement humain (rang sur 174 pays)	2000	129	n.a.	n.a.	n.a.
Population vivant en dessous de \$ 1 par Jour (%)	1995	...	45,0	32,2	...
Indicateurs Démographiques					
Taux d'accroissement de la population totale (%)	2001	2,2	2,4	1,5	0,2
Taux d'accroissement de la population urbaine (%)	2001	4,6	4,1	2,9	0,5
Population âgée de moins de 15 ans (%)	2001	40,5	42,4	32,4	18,0
Population âgée de 65 ans et plus (%)	2001	3,3	3,3	5,1	14,3
Taux de dépendance (%)	2001	78,0	85,5	61,1	48,3
Rapport de Masculinité (hommes pour 100 femmes)	2001	98,8	99,4	103,3	94,7
Population féminine de 15 à 49 ans (%)	2001	24,6	23,6	26,9	25,4
Espérance de vie à la naissance - ensemble (ans)	2001	57,0	52,5	64,5	75,7
Espérance de vie à la naissance - femmes (ans)	2001	58,3	53,5	66,3	79,3
Taux brut de natalité (pour 1000)	2001	32,9	37,3	23,4	10,9
Taux brut de mortalité (pour 1000)	2001	10,5	14,0	8,4	10,3
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	2001	63,4	79,6	57,6	8,9
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	2001	102,0	116,3	79,8	10,2
Taux de mortalité maternelle (pour 100000)	1998	210	641	491	13
Indice synthétique de fécondité (par femme)	2001	4,3	5,1	2,8	1,6
Femmes utilisant des méthodes contraceptives (%)	1998	22,1	...	56,0	70,0
Indicateurs de Santé et de Nutrition					
Nombre de médecins (pour 100000 habitants)	1996	6,4	36,7	78,0	287,0
Nombre d'infirmières (pour 100000 habitants)	1996	72,0	105,8	98,0	782,0
Naissances assistées par un personnel de santé qualifié	1998	44,0	38,0	58,0	99,0
Accès à l'eau salubre (% de la population)	2000	64,0	60,4	72,0	100,0
Accès aux services de santé (% de la population)	1999	76,0	61,7	80,0	100,0
Accès aux services sanitaires (% de la population)	2000	63,0	60,5	44,0	100,0
Pourcent. d'adultes de 15-49 ans vivant avec le VIH/SI	2001	3,4	5,7	...	...
Incidence de la tuberculose (pour 100000)	2000	56,6	105,4	157,0	24,0
Enfants vaccinés contre la tuberculose (%)	2000	94,5	63,5	82,0	93,0
Enfants vaccinés contre la rougeole (%)	1996	84,0	58,2	79,0	90,0
Insuffisance pondérale des moins de 5 ans (%)	1999	24,9	25,9	31,0	...
Apport journalier en calorie par habitant	2000	2 699	2 408	2 663	3 380
Dépenses publiques de santé par habitant (en % du PIB)	1998	1,8	3,3	1,8	6,3
Indicateurs d'Éducation					
Taux brut de scolarisation au (%)					
Primaire - Total	1996	75,0	80,7	100,7	102,3
Primaire - Filles	1996	69,8	73,4	94,5	101,9
Secondaire - Total	1996	30,9	29,3	50,9	99,5
Secondaire - Filles	1996	24,0	25,7	45,8	100,8
Personnel enseignant féminin au primaire (% du total)	1997	36,0	40,9	51,0	82,0
Analphabétisme des adultes - Total (%)	2001	27,4	37,7	26,6	1,2
Analphabétisme des adultes - Hommes (%)	2001	18,9	29,7	19,0	0,8
Analphabétisme des adultes - Femmes (%)	2001	35,7	46,8	34,2	1,6
Dépenses d'éducation en % du PIB	1998	4,2	3,5	3,9	5,9
Indicateurs d'Environnement					
Terres arables en % de la superficie totale	1999	15,8	6,0	9,9	11,6
Taux annuel de déforestation (%)	1995	1,3	0,7	0,4	-0,2
Taux annuel de reboisement (%)	1990	2,0	4,0	...	...
Emissions du CO2 par habitant (tonnes métriques)	1997	...	1,1	2,1	12,5

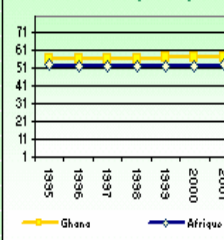
RNB par habitant (\$ E.U.)



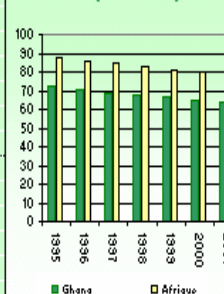
Taux de croissance de la population (%)



Espérance de vie à la naissance (Années)



Taux de mortalité infantile (Pour 1000)



Source : Compilé par la Division Statistique à partir des Bases de Données de la BAD; ONUSIDA; Live Database de la Banque Mondiale et la Division Population des Nations Unies.

Notes: n.a. Non Applicable; ... Donnée non disponible.

MATRICE DU PROJET

HIERARCHIE DES OBJECTIFS	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
OBJECTIF SECTORIEL Contribuer à dispenser un enseignement continu de qualité en améliorant l'accès et l'efficacité des SSS dans les zones démunies.	Taux de scolarisation des lycées amélioré dans les zones du projet d'ici à 2008.	1. Enquêtes démographiques et enquêtes sur les ménages (DHS). 2. Plan stratégique de l'éducation 2003-2015. 3. Rapports statistiques du Ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports.	La performance économique du pays continue de s'améliorer.
OBJECTIFS DU PROJET 1. Faciliter l'accès à un enseignement secondaire du deuxième cycle efficace et de qualité dans les zones défavorisées et vulnérables du Ghana. 2. Renforcer la capacité de gestion et la gouvernance du MOEYS aux niveaux central et décentralisé 3. Contribuer à atténuer la prévalence du VIH/SIDA et à améliorer la protection de l'environnement.	1.1 L'accès à l'enseignement des SSS dans les zones du projet s'est accru de 32% en 2008. 1.2 Taux de participation accru de 20% à 90% dans les zones du projet. 1.3 Rapport élève/manuel amélioré de 5:1 actuellement à 1:1 en 2008 dans les zones du projet. 2.1 Motivation accrue des agents du MOEYS/GES aux niveaux central et décentralisés. 2.2 Délai de traitement des décisions et requêtes émanant et/ou destinées aux écoles réduit de moitié. 3.1 La séropositivité au VIH/SIDA réduite de 3 % dans les écoles du projet d'ici à 2008. 3.2 La protection de l'environnement et la sensibilisation à l'environnement améliorées de 10% actuellement à 70% en 2008 dans les zones du projet.	Données relatives au nombre d'élèves inscrits. Rapports d'observation des classes des écoles secondaires du second cycle. Rapports d'évaluation de la qualité du Ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports. Rapports du <i>West African Examination Council</i> (Conseil des examens de l'Afrique de l'Ouest). Rapports sur l'état d'avancement du projet. Rapport d'achèvement du projet (RAP).	Le Gouvernement continue de s'engager à fournir des facilités d'internat supplémentaires dans les écoles du projet Appui soutenu des donateurs à la Stratégie de réduction de la pauvreté et du Plan stratégique du gouvernement en matière d'éducation.

REALISATIONS ET ACTIVITES DU PROJET – PRET

HIERARCHIE DES OBJECTIFS	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES																					
REALISATIONS DU PROJET Réalisation 1. Accès facile à l'éducation secondaire du deuxième cycle Un plus grand nombre d'infrastructures scolaires rénovées et construites dans les zones du projet. Réalisation III : Capacité de gestion accrue du département de l'éducation secondaire du deuxième cycle. Système d'entretien des écoles amélioré pour les SSS.	25 écoles secondaires du deuxième cycle rénovées et agrandies, y compris la réhabilitation de 245 salles de classe, et la construction de 145 nouvelles salles de classe, 25 blocs scientifique, 10 centres informatiques, 16 bâtiments administratifs, 3 bibliothèques, 25 blocs sanitaires, et 25 ateliers d'enseignement professionnel. Budget d'entretien préventif et de base des écoles dans chacune des 25 écoles du projet. Environnement physique et général des écoles amélioré.	Registres et rapports du Ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports. Rapports sur l'état d'avancement du projet. Rapports de réunion sur les sites du projet. Rapports des missions de supervision. Registres des budgets scolaires.	Paiement opportun de la contribution du gouvernement. Exécution efficace et coordonnée des activités du projet Engagement et dévouement permanents du personnel de MOEYS/GES à l'égard des activités du projet Suivi efficace des activités du projet.																					
ACTIVITES Composante I : Amélioration de l'accès à l'enseignement secondaire du deuxième cycle 1. Rénover et agrandir 25 écoles modèles dans le pays. 2.Meubler et équiper les SSS. Composante III : Améliorer la gestion de l'enseignement secondaire du deuxième cycle 1. Etablir un fonds d'entretien des lycées. Composante IV : Gestion du projet. 1. Renforcement des capacités du GES (CPIT). 2. Appui à la FPMU.	Le coût estimatif du projet par catégorie de dépense est comme suit : <table><tr><th>Catégorie de dépense</th><th>Millions d'UC</th><th>Pourcentage</th></tr><tr><td>Travaux</td><td>7,08 UC</td><td>35,40%</td></tr><tr><td>Biens</td><td>8,85 UC</td><td>44,25%</td></tr><tr><td>Services</td><td>0,95 UC</td><td>4,75%</td></tr><tr><td>Coût de fonctionnement</td><td>1,64 UC</td><td>8,20 %</td></tr><tr><td>Divers</td><td>1,48 UC</td><td>7,40 %</td></tr><tr><td>Coût total</td><td>20,00 UC</td><td>100 %</td></tr></table>	Catégorie de dépense	Millions d'UC	Pourcentage	Travaux	7,08 UC	35,40%	Biens	8,85 UC	44,25%	Services	0,95 UC	4,75%	Coût de fonctionnement	1,64 UC	8,20 %	Divers	1,48 UC	7,40 %	Coût total	20,00 UC	100 %	Rapports sur l'état d'avancement du projet Inspection physique des établissements rénovés et construits Rapports de visite sur le site Rapports des missions de supervision Rapport d'achèvement du projet Matériel et programmes des cours de formation en cours d'emploi Rapports de formation en cours d'emploi Interviews avec les enseignants formés Rapports de formation en cours d'emploi Registres budgétaires des écoles Rapports trimestriels du projet	Exécution harmonieuse des activités du projet Paiement opportun de la contribution du gouvernement Disponibilité de l'expertise technique pour assurer la formation en cours d'emploi des enseignants des SSS Les enseignants motivés par le programme et utilisent la formation reçue pour améliorer l'éducation des élèves. Les autres donateurs continuent de s'intéresser à l'initiative du mécanisme de sélection informatisé et le soutiennent.
Catégorie de dépense	Millions d'UC	Pourcentage																						
Travaux	7,08 UC	35,40%																						
Biens	8,85 UC	44,25%																						
Services	0,95 UC	4,75%																						
Coût de fonctionnement	1,64 UC	8,20 %																						
Divers	1,48 UC	7,40 %																						
Coût total	20,00 UC	100 %																						

REALISATIONS ET ACTIVITES DU PROJET - DON

HIERARCHIE DES OBJECTIFS	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
REALISATIONS DU PROJET Réalisation II : Qualité et efficacité améliorées 1. Améliorer la qualité de l'enseignement dans les SSS par la formation en cours d'emploi, le matériel didactique et le soutien professionnel (notamment aux enseignantes). 2. Taux d'infection/prévalence du VIH/SIDA réduit dans les écoles du projet et plus grande sensibilisation et protection environnementales. Réalisation III : Capacité de gestion améliorée du département de l'enseignement secondaire du deuxième cycle 1. Amélioration des capacités en matière de gestion et d'efficacité du département de l'enseignement secondaire du deuxième cycle par des cours de formation en cours d'emploi. 2. Amélioration du système d'entretien scolaire pour les SSS. 3. Mécanisme efficace et économique de sélection et de placement dans les écoles secondaires de deuxième cycle.	1.1 10 000 enseignants des écoles secondaires du second degré formés. 1.2 145 000 manuels et 10 000 matériels d'enseignement et d'apprentissage achetés et distribués aux SSS. 1.3 30 inspecteurs supérieurs de des écoles secondaires du second degré formés et équipés de kits d'inspection. 2.1 Les taux de prévalence/infection du VIH/SIDA réduits de 30% dans les écoles du projet. 2.2 Environnement des écoles amélioré par une végétation bien agencée, des points stratégiques de collecte des ordures et des heures aménagées dans l'emploi du temps des écoles du projet pour l'éducation environnementale. 1.1 L'utilisation des écoles et des classes optimisée dans les écoles du projet d'ici à 2008. 1.2 L'application, par les cadres du MOEYS/GES, des meilleures pratiques de planification et d'optimisation, d'ici à 2008. 2.1 Les nouveaux lycéens sélectionnés plus rapidement et facilement, et inscrits selon leurs choix et aptitudes. 2.2 les effectifs des lycées répartis plus uniformément dans le pays 3.1 474 Les comités de gestion des écoles (un dans chaque école) profitent des ateliers d'entretien et sont équipés de kits d'entretien.	Registres et rapports du Ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports. Rapports sur l'état d'avancement du projet. Rapports des missions de supervision. Rapports d'évaluation de la formation en cours d'emploi. Rapports d'observation des salles de classe. Rapports de visite scolaire des inspecteurs. Rapports d'activité VIH/SIDA des écoles. Rapports du Comité ghanéen de coordination du VIH/SIDA. Rapports annuels du Ministère de l'Education, de la Jeunesse et des Sports. Rapports annuels de sélection et de placements des écoles. Données sur les effectifs des écoles secondaires du deuxième cycle. Registres des budgets scolaires. Rapports de formation à la gestion des écoles et rapports d'observation des établissements scolaires.	Paiement opportun de la contribution du gouvernement. Exécution efficace des activités du projet Exécution efficace et coordonnée des composantes du projet Participation soutenue des enseignants aux programmes de formation en cours de service. Engagement et dévouement permanents du personnel de MOEYS/GES à l'égard des activités du projet Suivi efficace des activités du projet.

HIERARCHIE DES OBJECTIFS	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES															
ACTIVITES Composante II : Amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement secondaire 1. Concevoir et organiser des ateliers de formation en cours d'emploi pour les enseignants, inspecteurs et chefs d'établissement. 2. Fournir les manuels ainsi que les guides et matériels pédagogiques. 3. Concevoir et organiser les ateliers de formation sur le VIH/SIDA, la protection de l'environnement et la sensibilisation à l'environnement. Composante III : Amélioration de la gestion de l'éducation secondaire du deuxième cycle 1. Conduire des ateliers de formation en cours d'emploi pour 500 agents du <i>Ghana Education Service</i>. 2. Etablir un système d'entretien préventif pour toutes les écoles secondaires du deuxième cycle. 3. Créer un secrétariat pour le processus de sélection informatisé des écoles secondaires	Le coût estimatif du projet par catégorie de dépense est comme suit : <table><tr><td>Catégorie de dépense</td><td>millions d'UC</td><td>Pourcentage</td></tr><tr><td>Biens</td><td>3,46 UC</td><td>69,2%</td></tr><tr><td>Services</td><td>0,85 UC</td><td>17,0 %</td></tr><tr><td>Coût de Fonctionnement</td><td>0,69 UC</td><td>13,8 %</td></tr><tr><td>Coût total</td><td><u>5,00 UC</u></td><td><u>100%</u></td></tr></table>	Catégorie de dépense	millions d'UC	Pourcentage	Biens	3,46 UC	69,2%	Services	0,85 UC	17,0 %	Coût de Fonctionnement	0,69 UC	13,8 %	Coût total	<u>5,00 UC</u>	<u>100%</u>	Rapports sur l'état d'avancement du projet Rapports de visite sur les sites Rapports de mission de supervision Rapport d'achèvement du projet Matériels et programmes de cours de formation en cours d'emploi Rapports de formation en cours d'emploi Entrevues avec les enseignants formés Rapports de formation en cours d'emploi Rapport sur le mécanisme de sélection informatisé Processus de sélection harmonieux et efficace Registres des budgets scolaires Rapports trimestriels du projet	Exécution harmonieuse des activités du projet Paiement opportun de la contribution du gouvernement Disponibilité de l'expertise technique pour assurer la formation en cours d'emploi des enseignants des SSS Les enseignants motivés par le programme et utilisent la formation reçue pour améliorer l'éducation des élèves. Les autres donateurs continuent de s'intéresser à l'initiative du mécanisme de sélection informatisé et le soutiennent.
Catégorie de dépense	millions d'UC	Pourcentage																
Biens	3,46 UC	69,2%																
Services	0,85 UC	17,0 %																
Coût de Fonctionnement	0,69 UC	13,8 %																
Coût total	<u>5,00 UC</u>	<u>100%</u>																

RESUME ANALYTIQUE

1. CONTEXTE DU PROJET

1.1 Le Document de stratégie de réduction de la pauvreté du Ghana (GPRS, mai 2002), accorde une place de choix à la réduction de la pauvreté dans toutes les initiatives de développement entreprises dans le pays. Concernant le secteur de l'éducation, le GPRS préconise la valorisation des ressources humaines qui contribuera à réduire la pauvreté au Ghana en offrant à tous les ghanéens, du préscolaire à l'âge de 17 ans, un enseignement continu de qualité. L'un des éléments de stratégies permettant d'atteindre ces objectifs est de créer un lycée "modèle" par district. Conformément à ces stratégies, le Document de stratégie-pays (DSP) de la Banque pour le Ghana (2002-2004) met l'accent, parmi les autres défis majeurs que connaît le pays, sur le manque d'infrastructures scolaires adéquates pour l'enseignement secondaire du deuxième cycle et recommande l'intervention de la Banque dans ce secteur.

1.2 L'objectif de ce projet est conforme à la Politique sectorielle de la Banque en matière d'éducation (PSE), qui préconise une approche holistique au développement de l'éducation et met l'accent sur la fourniture de compétences de niveau intermédiaire par le soutien à l'enseignement secondaire général, technique et professionnel. Il est aussi conforme aux directives de politique du FAD-IX, qui identifient le développement du capital humain comme l'un des domaines d'intervention prioritaires de la Banque. En plus, le projet renforcera l'éducation de base en offrant des places dans les écoles secondaires de deuxième cycle et en permettant à un plus grand nombre d'élèves (notamment les filles et les élèves venant de zones démunies du pays) d'accéder à l'enseignement supérieur ; ce faisant, il aidera le pays à atteindre l'objectif de développement du millénaire qui est de réduire les disparités entre les sexes dans l'enseignement secondaire. Enfin, grâce à son volet Renforcement des capacités, le projet profitera à l'ensemble du secteur éducatif par la formation du personnel du ministère de l'Education.

1.3 Le projet Education III du Ghana résulte de la détermination du Gouvernement ghanéen à réduire la pauvreté en facilitant l'accès à l'enseignement. En mai 2002, le gouvernement a soumis à la Banque une requête sollicitant son soutien pour réhabiliter une école secondaire du deuxième cycle (SSS) dans chaque district, soit au total 110 SSS dans tout le pays. Le présent rapport résume les conclusions d'une mission de préparation de la BAD (octobre/novembre 2002) et d'une mission d'évaluation (mai/juin 2003) qui se sont rendues dans le pays et ont tenu des discussions avec les fonctionnaires du Gouvernement ghanéen, les représentants des donateurs et de la société civile, y compris ceux du secteur privé.

2. OBJET DU PRET ET DU DON

2.1 Le prêt FAD, d'un montant de 20,00 millions d'UC, financera 72 pour cent du coût total du projet, dont 12,41 millions d'UC en devises et 7,59 millions d'UC en monnaie locale. Les ressources du prêt FAD financeront, pendant cinq ans, la rénovation et l'extension des principales installations des 25 écoles secondaires du deuxième cycle. Ces travaux comprendront la réhabilitation des salles de classe, des blocs scientifiques, des ateliers professionnels, des centres informatiques et des bâtiments administratifs ; l'achat de mobilier et d'équipements ; la mise en place d'un fonds d'entretien ; et la gestion du projet.

2.2 Le don du FAD qui s'élève à 5 millions d'UC financera 18 pour cent du coût total du projet dont 2,62 millions d'UC en devises et 2,38 millions d'UC en monnaie locale. Pendant cinq ans, ce don permettra d'améliorer la qualité, l'efficacité et la gestion de l'enseignement secondaire du deuxième cycle, y compris la formation en cours d'emploi des enseignants et des inspecteurs ; la fourniture de manuels et de matériel didactique pour les 25 SSS sélectionnées, la sensibilisation aux questions relatives à l'environnement et au VIH/SIDA dans toutes les SSS, l'amélioration de la capacité de gestion de *Ghana Education Service* du ministère de l'Education nationale, la mise en place d'un système d'entretien préventif dans les écoles secondaires du second cycle et la conception d'un système informatisé de sélection et de placement dans les SSS.

3. OBJECTIF SECTORIEL ET OBJECTIFS DU PROJET

L'objectif sectoriel global est de contribuer à la mise en place d'un système d'enseignement continu de qualité en améliorant l'accès et l'efficacité des SSE dans les zones démunies. Quant au projet, il vise spécifiquement les objectifs suivants : (i) contribuer à améliorer sensiblement l'accès des diplômés des écoles secondaires du premier cycle (JSS) du Ghana à un enseignement secondaire du deuxième cycle de qualité ; (ii) améliorer la sensibilisation au VIH/SIDA et à la protection de l'environnement en intégrant leur prévention dans la vie scolaire ; et (iii) renforcer les capacités de gestion et la gouvernance du ministère de l'Education nationale au niveau central et aux niveaux décentralisés.

4. DESCRIPTION DU PROJET

Le projet comprend quatre (4) composantes : i) améliorer l'accès à l'enseignement secondaire du deuxième cycle ; ii) améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement secondaire du second degré, iii) améliorer la gestion de l'enseignement secondaire du second degré, et iv) la gestion du projet.

5. COUT DU PROJET

La description ci-dessus et les paramètres du projet sont basés sur un coût total de 27,78 millions d'UC, dont 15,03 millions d'UC (54,1 %) en devises et 12,75 millions d'UC (45,9 %) en monnaie locale.

6. SOURCES DE FINANCEMENT

Le projet global sera financé conjointement par un prêt et un don du FAD et par le Gouvernement ghanéen. Le prêt du FAD, qui s'élève à 20 millions d'UC, financera 72 pour cent du coût total du projet dont 12,41 millions d'UC en devises et 7,59 millions d'UC en monnaie locale. Le don du FAD, se chiffrant à 5 millions d'UC, financera 18 pour cent du coût total du projet, dont 2,62 millions d'UC en devises et 2,38 millions d'UC en monnaie locale. Le gouvernement du Ghana apportera une contribution de 2,78 millions d'UC, représentant 10 % du coût total du projet en monnaie locale uniquement.

7. EXECUTION DU PROJET

The Ghana Education Service (GES) sera l'organe d'exécution du projet. Une équipe d'exécution stratégique du projet (CPIT) sera établie au sein du GES pour assurer le leadership et la planification des activités d'exécution du projet. Le CPIT recevra un appui technique de l'unité de gestion des achats et des fonds (FPMU), qui est une entité bien établie au sein du ministère de l'Éducation nationale et qui fournit les services de gestion des achats et de gestion financière pour tous les projets d'éducation financés par les donateurs, y compris les projets de réhabilitation de l'enseignement primaire et supérieur, financés tous deux par la Banque.

8. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le projet proposé est une composante essentielle de la stratégie de la Banque pour le Ghana qui met l'accent sur la réduction de la pauvreté et est conforme aux objectifs du gouvernement pour le secteur de l'éducation.

Le projet est aussi conforme à l'objectif du gouvernement ghanéen pour le secteur de l'éducation qui est d'améliorer la prestation de services éducatifs accessibles, équitables et de qualité au profit de tous les ghanéens jusqu'à l'âge de 17 ans.

Il est donc recommandé qu'un prêt FAD ne dépassant pas 20 millions d'UC et un don FAD ne dépassant pas 5 millions d'UC soient accordés au Gouvernement du Ghana aux fins stipulés dans le présent rapport et sous réserve des conditions de prêt du FAD.

1. ORIGINE ET HISTORIQUE DU PROJET.

1.1 L'économie ghanéenne est estimée à 5,7 milliards de dollars EU et a un taux de croissance de 4,2 pour cent environ par an (2001). Elle est dominée par l'agriculture dont la production représente plus de 40 % du PIB. Ce secteur emploie directement 70 % de la main-d'œuvre active et contribue pour 55 pour cent aux recettes en devises. Les secteurs industriel et minier représentent 25 % et 6 % du PIB, respectivement. Bien que l'indicateur du développement humain (129 sur 173 pays en 2000) soutienne favorablement la comparaison avec les pays voisins, le Ghana est encore classé parmi les pays "à faible indicateur de développement humain". Plus du tiers de la population du pays vit encore dans la pauvreté et selon les indices, pendant que la situation des pauvres s'améliore dans les zones rurales (même si c'est là que vivent encore la plupart des pauvres), elle s'empire dans les zones urbaines. La population ghanéenne, estimée à 19,7 millions d'habitants pour une superficie totale d'environ 239.000 kilomètres carrés, s'accroît à un taux annuel de 1,8 %. Le taux de scolarisation brut est de 78,9 % dans le primaire contre 39,6 % dans le secondaire.

1.2 Les priorités du gouvernement du Ghana, telles qu'énoncées dans le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (GPRSP, mai 2002) sont les suivantes : (i) assurer une gestion économique saine pour une croissance accélérée ; (ii) accroître la production et promouvoir des moyens de subsistance durables ; (iii) fournir un soutien direct pour le développement humain et la prestation des services essentiels ; (iv) fournir des programmes spéciaux en faveur des groupes vulnérables et exclus ; (v) assurer la bonne gouvernance et accroître la capacité du secteur public ; et (vi) assurer une participation active du secteur privé comme principal moteur de la croissance et partenaire dans la construction de la nation.

1.3 L'achèvement de la Stratégie de réduction de la pauvreté du Ghana et la préparation d'un projet de stratégie pour l'éducation englobant le *Fast Track Initiative* (FTI) (Procédure accélérée) de l'EFA ont permis au Ghana d'être en bonne position pour bénéficier d'un appui au titre de cette initiative regroupant plusieurs donateurs. En ce qui concerne la promotion de l'égalité des sexes dans l'enseignement¹, le pays avait été évalué à 0,845 pour le ratio filles/garçons dans le primaire, contre 0,635 dans le secondaire. L'annexe 3 présente l'évaluation du pays pour les autres Objectifs de développement du millénaire (ODM). Le Ghana a atteint l'objectif de réduction de moitié du pourcentage de la population souffrant de la faim et est en passe de réduire de moitié le pourcentage de la population n'ayant pas accès à une bonne alimentation en eau. Il est, cependant, en retard pour ce qui est de la réduction de deux-tiers du taux de mortalité des moins de cinq ans. Une analyse de la performance globale du pays, en termes de réalisation des ODM, indique que le Ghana devra atteindre des taux plus élevés de croissance du revenu que ceux qu'il a actuellement pour pouvoir aborder efficacement le problème de la pauvreté et évoluer vers la réalisation de ces objectifs.

1.4 Le Document de stratégie-pays (DSP) de la Banque pour le Ghana (2002-2004) souligne, entre autres défis auxquels est confronté le pays, le manque d'infrastructures scolaires pour dispenser un enseignement secondaire de deuxième cycle. Bien qu'il existe des écoles primaires et secondaires de premier cycle abordables dans tout le pays, les écoles secondaires du deuxième cycle, par contre, ont soit une faible capacité ou sont en mauvais état et, de ce fait, assurent une transition inadéquate entre l'éducation de base et l'enseignement secondaire du deuxième cycle. Les quelques SSS privées qui existent dans le

¹ La promotion de l'égalité des sexes dans l'enseignement constitue l'un des six objectifs de développement du millénaire.

pays sont trop coûteuses et excluent donc la plupart de la population. A cet égard, le DSP est conforme aux priorités de développement du pays, énoncées dans le GPRS.

1.5 L'élaboration du présent projet est conforme à la Politique de la Banque en matière d'éducation qui prévoit une approche globale au développement de l'éducation, souligne la nécessité de soutenir l'éducation à tous les niveaux et met l'accent sur la fourniture de compétences de niveau intermédiaire par l'appui à l'enseignement secondaire général et technique/professionnel et à la formation. Même si ce projet ne met pas l'accent sur l'éducation de base, il vise, cependant, à renforcer davantage l'éducation de base en créant des places dans l'enseignement secondaire du deuxième cycle en vue d'offrir un enseignement continu et de permettre à un plus grand nombre d'élèves d'accéder à l'enseignement supérieur. Par ailleurs, le projet aidera, dans une large mesure, le pays à atteindre l'objectif de développement du millénaire, à savoir, réduire les inégalités entre les sexes au sein de l'enseignement secondaire et sa composante Renforcement des capacités profitera à tout le secteur de l'éducation. En outre, cette intervention est conforme aux directives de politique du FAD IX, en ce sens que : i) elle vise l'un des principaux domaines prioritaires de la Banque sur l'amélioration du développement du capital humain, dans un pays où l'environnement institutionnel et de politique est très favorable à une croissance durable et largement répartie ; et ii) sa conception a amélioré la coordination avec les autres partenaires au développement (la Banque mondiale; la JICA et la DfID, en particulier) dans le secteur de l'éducation.

1.6 Le projet Education III du Ghana doit son existence à la détermination du Gouvernement du Ghana à réduire la pauvreté en améliorant l'accès à l'éducation. Le gouvernement a soumis une lettre de requête à la Banque en mai 2002 sollicitant un appui pour la réhabilitation d'une école secondaire du deuxième cycle dans chaque district, soit au total 110 SSS dans le pays. Le présent rapport résume les conclusions de la mission de préparation de la BAD (octobre/novembre 2002) et de la mission d'évaluation (mai/juin 2003) qui se sont rendues au Ghana et ont tenu des discussions avec les fonctionnaires de l'Etat, les donateurs et les représentants de la société civile, y compris ceux du secteur privé. Dans leurs conclusions, ces missions soulignent la nécessité de développer l'enseignement secondaire du deuxième degré et réaffirment l'engagement du gouvernement à procéder à l'amélioration de l'éducation de manière à absorber le grand nombre d'élèves provenant des JSS. Elles soutiennent également la stratégie gouvernementale de permettre à tous les ghanéens, à tous les niveaux, de bénéficier d'un enseignement pertinent afin de faciliter la réduction de la pauvreté et de promouvoir la croissance socioéconomique et le développement national.

2. LE SECTEUR DE L'EDUCATION

2.1 Le système éducatif

2.1.1 Le système éducatif du Ghana est un système de 6-3-3-4. Les neuf premières années constituent l'éducation de base, dont six (6) années d'éducation primaire et trois (3) années d'éducation secondaire du premier cycle. L'enseignement secondaire du deuxième cycle comprend trois (3) années d'enseignement et dispense des cours sur l'agronomie, le commerce, l'enseignement professionnel (options arts visuels ou arts ménagers), l'enseignement technique et les programmes généraux. L'enseignement supérieur comprend les écoles normales (TTC), d'une durée de trois ans, l'institut universitaire de technologie d'une durée de quatre ans, de même que les écoles normales qui délivrent des

diplômes d'une durée de trois ans et l'université d'une durée de quatre ans. L'éducation préscolaire a lieu dans les garderies privées et les écoles maternelles situées pour la plupart dans les zones urbaines. Il existe aussi l'éducation spéciale qui s'occupe de 3.362 élèves dont 1.228 filles et 2.134 garçons. En 2001/2002 le système éducatif comptait au total 4.190.045 élèves, dont 46 % de filles. Environ 11 % des ces effectifs étaient à l'école préscolaire, 61 % au primaire, 21 % au secondaire premier cycle, 5 % au secondaire deuxième cycle et 2 % dans les écoles techniques/professionnelles, les écoles normales, à l'institut universitaire de technologie et à l'université.

2.1.2 La formation des enseignants est assurée dans 38 écoles normales sur trois ans. Ces écoles sont regroupées en deux catégories : celles qui dispensent des cours de mathématiques, d'agronomie, d'enseignement technique et de dessin technique et celles qui dispensent des cours d'études sociales, de littérature, d'anglais, de français² et d'enseignement professionnel. La Division Formation des enseignants du GES est chargée, avec les instituts de formation, de la mise à jour des programmes d'études de formation des enseignants. L'accès aux écoles normales est ouvert aux titulaires du Certificat d'études secondaire du deuxième cycle et du Certificat du SC/GCE "O" Level qui ont, au moins, la moyenne en anglais, en mathématiques et soit en sciences ou dans les études agronomiques et environnementales et dans deux matières facultatives en lettres. Pour le Certificat du SC/GCE "O" Level, il faut avoir des crédits en anglais et mathématiques, et un crédit dans deux matières littéraires, en enseignement professionnel, en enseignement technique et en science.

2.1.3 Il existe des stratégies d'intervention efficaces qui ont motivé les enseignants à adopter des pratiques professionnelles performantes qui existent déjà. Parmi celles-ci figurent le projet « *Quality Improvement in Primary Schools (QUIPS)* » et l'initiative « *Whole School Development (WSD) initiative* ». Le programme *Whole School Development (WSD)*, soutenu par la DFID, est une intervention axée sur l'école qui améliore l'enseignement et l'apprentissage en formant des chefs d'établissements choisis, des directeurs adjoints de district chargés de la supervision, des formateurs et des superviseurs de circuit. Ceux-ci sont constitués en équipes d'appui aux enseignants de district qui fournissent directement un soutien aux écoles. Le WSD organise des ateliers de formation en cours d'emploi à l'intention des enseignants, directeurs d'écoles et directeurs adjoints chargés de la supervision.

2.1.4 Le ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports (MOEYS) est le principal organe chargé de superviser l'enseignement dans le pays. Il comprend le ministère central et les bureaux régionaux et de district. Au plus haut niveau se trouve le ministre, suivi de trois ministres d'Etat, d'un sous-ministre et d'un directeur général. Quatre directeurs sont placés sous la supervision du directeur général : Planification, Budget, Suivi et Evaluation ; Administration et Finance ; Ressources humaines ; et Statistiques, Recherche, Gestion de l'information et Relations publiques (SRIMPR), respectivement. *Ghana Education Service (GES)*, actuellement responsable de l'éducation, est dirigé par le Directeur Général-GES. L'annexe 5 présente l'organigramme du ministère de l'éducation. Les pouvoirs, en matière de gestion de l'éducation, sont transférés du ministère aux régions et districts, respectivement, suivis par les écoles où le Comité de gestion des écoles (CGE) gère réellement l'école conjointement avec le directeur d'école. Outre ces services publics, les associations parents-enseignants jouent un rôle fondamental dans les questions de développement des écoles. Par exemple, elles collectent des fonds pour les comités de gestion des écoles aux fins de financement des projets de rénovation et de création d'écoles.

² Le Français n'est enseigné qu'à *Mount Mary College*.

2.2 Cadre de politique en matière d'éducation

2.2.1 Le ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports (MOEYS) est responsable de la formulation des politiques nationales en matière d'éducation, à la fois formelle et non formelle. La responsabilité de l'état en matière d'éducation est stipulée dans la Constitution de 1992 comme suit : i) mettre en place des infrastructures scolaires à tous les niveaux et dans toutes les régions du Ghana, ii) concevoir une éducation de base gratuite, obligatoire et universelle³ ; et iii) assurer l'équilibre et l'égalité d'accès à l'enseignement secondaire et autre éducation préuniversitaire appropriée, l'égalité d'accès à l'université, fournir un programme d'alphabétisation gratuite des adultes et une formation professionnelle gratuite, la réinstallation et la réhabilitation des handicapés et une éducation continue.

2.2.2 La dernière revue du secteur de l'éducation, effectuée au début de 1999, s'est achevée avec la soumission d'un rapport de revue du secteur de l'éducation (RSE) en octobre 2002 qui a abouti à l'élaboration d'un plan stratégique de l'éducation (2003-2015) (PSE, mars 2003).

2.2.3 le PSE met l'accent sur la déclaration de mission pour l'éducation au Ghana, à savoir, dispenser une éducation pertinente à tous les ghanéens à tous les niveaux pour leur permettre d'acquérir des compétences qui les aideront à développer leurs potentialités, à être productifs, à faciliter la réduction de la pauvreté et à promouvoir la croissance socioéconomique et le développement national. Il identifie également huit objectifs de politique (le neuvième étant le VIH/SIDA) qui ont été regroupés en quatre domaines d'intérêt, à savoir : i) l'accès équitable à tous les niveaux d'enseignement ; ii) la qualité de l'éducation ; iii) la gestion de l'éducation ; et (iv) la science, la technologie et la formation professionnelle et académique (TVET). L'élaboration de ces objectifs sera guidée par 4 valeurs définies comme suit : i) qualité de l'éducation ; ii) gestion efficace des ressources ; iii) responsabilisation et transparence ; et iv) équité.

2.2.4 Les défis, objectifs et stratégies de politique ci-dessus sont conformes aux interventions prioritaires énoncées dans le cadre du GPRS⁴, qui vise à promouvoir la fourniture de services éducatifs accessibles, équitables et de qualité. Il vise également à atteindre des taux de scolarisation élevés dans l'enseignement secondaire et universitaire, notamment chez les filles. Le gouvernement se propose d'atteindre cet objectif en facilitant l'accès et en améliorant les programmes d'études à tous les niveaux du système, et en créant une école secondaire du deuxième cycle « modèle » par district. L'école « modèle » est définie par la disponibilité d'installations communes et spécifiques sur place (voir 3.2 ci-dessous).

2.2.5 Le GPRS vise à relever les taux de scolarisation de 78 pour cent à 82 pour cent dans le primaire entre 2001 et 2004. Selon les prévisions, par contre, les taux de scolarisation pour le secondaire devrait passer de 17 pour cent à 25 pour cent pour la même période. L'écart entre les sexes se résorbe au niveau du primaire, mais demeure encore important dans le secondaire et l'écart, en termes de scolarisation, entre les zones urbaines et rurales est

³ L'éducation de base gratuite, obligatoire et universelle (FCUBE) a été introduite en 1996.

⁴ Le GPRS fixe les objectifs tels que l'amélioration des écoles ; le perfectionnement, le déploiement et la supervision des enseignants ; la réforme de la gestion ; et programmes spéciaux de partenariat avec les acteurs non étatiques.

énorme. Le taux d’alphabétisation des adultes est estimé à 72 pour cent, contre 66 pour cent au cours de la décennie passée, bien que l’écart hommes-femme soit resté à peu près le même.

2.2.6 Le dialogue sectoriel avec la Banque et les autres donateurs a conduit à l’identification de disparités dans l’enseignement dispensé aux communautés rurales pauvres, notamment dans le sous-secteur du secondaire. La stratégie adoptée par la Banque vise à améliorer l’accès des pauvres, notamment les filles des zones rurales, à l’éducation postsecondaire de qualité dans les écoles secondaires communautaires. Cette approche renforce le soutien précédemment fourni par la Banque à l’enseignement supérieur et primaire ainsi que celui apporté par les autres partenaires.

2.2.7 Le ministère s’est engagé à mettre en œuvre une approche sectorielle globale (SWAp) au développement de l’éducation. Ce processus implique la participation du secteur, des parties prenantes et des bénéficiaires. A cet égard, le PSE est un élément de la SWAp dans lequel le ministère préconise la responsabilité conjointe du gouvernement et des parties prenantes de l’éducation durant sa mise en œuvre. Dans l’accomplissement de ses fonctions, la responsabilité effective du secteur et l’orientation de la mise en œuvre du PSE, le ministère travaille en partenariat avec les autres organisations gouvernementales, non gouvernementales, le secteur privé et les partenaires au développement. Il vérifie la manière dont le plan est mis en œuvre, et s’assure que les objectifs sont atteints, que des progrès sont accomplis par rapport aux indicateurs convenus et que la rétroaction est bien exploitée. Un comité consultatif technique du secteur de l’éducation (ESTAC) a été créé et il supervisera un certain nombre de groupes de travail qui reflètent les domaines d’intérêt du PSE.

2.2.8 La Banque participe à un programme d’aide budgétaire, financé par plusieurs donateurs dans le cadre d’un prêt d’appui à la réduction de la pauvreté (32 millions d’UC), conjointement avec d’autres partenaires au développement pour aider le gouvernement du Ghana à mettre en œuvre sa stratégie de réduction de la pauvreté. Parmi les objectifs de politique du programme figure la condition stipulant que le budget total doit être conforme aux priorités de dépense énoncées dans le GPRS. L’un des indicateurs relatifs à cet objectif est l’abandon des allocations budgétaires discrétionnaires de 2002-2003 en faveur d’allocations sectorielles globales conformes au GPRS. Le budget de 2003 indique donc une légère augmentation au titre des services sociaux de 38,1 à 39 pour cent. Le secteur de l’éducation est donc assuré d’avoir une aide budgétaire adéquate conforme aux priorités du gouvernement.

2.3 Financement de l’éducation.

2.3.1 L’éducation au Ghana est essentiellement financée sur les ressources publiques bien que le secteur privé joue aussi un rôle important. Les sources publiques de financement comprennent : *Ghana Education Trust Fund*, *District Assemblies Common Fund* (DAFC), *MOEYS*, *Student Loan Scheme*, et *Scholarship Secretariat*. Les deux premières rentrent dans le cadre des dépenses statutaires tandis que les trois autres proviennent du budget discrétionnaire. Le *Ghana Education Trust Fund*,⁵ consomme environ 2,5 % des perceptions de TVA⁶.

⁵ Le *Ghana Education Trust* a été créé en 2000.

⁶ La TVA est de 12,5 % et les ressources allouées au *Ghana Education Trust Fund* représentent 2,5 % des 12,5 %.

2.3.2 Le pays est fermement déterminé à promouvoir l'éducation compte, tenu des ressources qu'il alloue à ce secteur. Une consolidation des dépenses publiques révèle que le Ghana dépense environ 4,2 % de son PNB pour l'éducation publique. Cette allocation soutient favorablement la comparaison avec la part allouée à l'éducation dans les pays africains et en développement qui sont de 3,5 % et 3,9 % respectivement. Le budget du MOEYS était de 24,2 % des recettes intérieures totales en 2002. Toutefois, ce pourcentage devrait fléchir à 23,9 % en 2003, 23,6 % en 2004 et à 23,2 % en 2005 en raison de la disponibilité des fonds du PPTE. Le fonds du GET représente environ 0,34 % du PIB et il devrait, selon les prévisions, s'accroître à 0,81 % du PIB de 2003 à 2008, puis continuer à ce même niveau jusqu'en 2015. Les autres sources comprennent le *District Assembly Common Fund* (1,0 % des recettes intérieures), *Scholarship Secretariat* (0,33 % des recettes intérieures) et les fonds PPTE. Les 40 milliards de GHC ont été alloués aux fonds PPTE en 2002 et devraient atteindre 80 milliards de GHC en 2003 avant de plafonner à 68 milliards de GHC jusqu'en 2015. Le total des dépenses publiques au titre de l'éducation, financées sur les ressources intérieures, était de 5,64 % du PIB en 2002 et devrait atteindre 6,23 % du PIB en 2005.

2.3.3 Le total des dépenses ordinaires au titre de l'éducation était de 2.569.550 millions de GHC (soit 5,4 % du PIB) en 2002, et devrait passer à 3.277.635 millions de GHC (soit 5,9 % du PIB) en 2005, tandis que le total des dépenses d'équipement s'élevait à 346.742 millions de GHC en 2002 et devrait atteindre 729.214 millions de GHC en 2005. Le GPRS vise à accroître le pourcentage des dépenses gouvernementales totales sur l'éducation de 16,4 % en 2000 à 19,5 % en 2004. Bien qu'il soit possible pour le pays d'améliorer l'efficacité et l'équité de l'utilisation des ressources, il arrive, cependant, à peine à accroître davantage le financement intérieur de l'éducation. Les donateurs doivent accroître leur assistance pour accélérer la réalisation de l'objectif EFA.

2.3.4 L'évolution des dépenses totales (tableau 2.1) indique que de 2002 à 2005, la part annuelle moyenne du budget alloué à chaque niveau d'enseignement devrait s'accroître à tous les niveaux, à l'exception des dépenses au titre de l'éducation non institutionnelle, de l'enseignement technique et professionnel et des autres dépenses (y compris la gestion, les organismes subventionnés, et le renforcement des capacités). L'éducation primaire a été la première bénéficiaire de cette augmentation annuelle moyenne avec 51,59 %, suivie de l'éducation secondaire premier cycle (16,93 %), du secondaire deuxième cycle (14,78 %), de l'enseignement supérieur (8,79 %) et de l'éducation préscolaire (3,19 %).

Tableau 2.1 : Dépenses totales par niveau d'enseignement (Millions de GHC).

Détail/année	2002	2003 Estimations	2004 Estimations0	2005 Estimations	Augmentation annuelle moyenne	Augmentation annuelle moyenne %
Préscolaire	170.622	194.688	199.686	205.409	11.596	3,19
Primaire	1.052.297	1.385.879	1.548.603	1.614.946	187.550	51,59
Education non formelle	101.112	37.748	39.635	41.617	-19.832	-5,46
Education spéciale	11.826	15.453	21.642	24.567	4.247	1,17
Education secondaire premier cycle	689.480	785.392	845.951	874.144	61.555	16,93
Education secondaire deuxième cycle	413.409	505.602	551.788	574.634	53.742	14,78
Education technique et professionnelle et formation	59.371	64.637	48.561	53.317	-2.018	-0,56
Formation des enseignants	99.724	108.435	111.622	117.104	5.793	1,59
Enseignement supérieur	381.975	445.885	458.532	477.872	31.966	8,79
Divers (Gestion, Organismes subventionnés, renforcement des capacités, etc)	27.475	75.59	25.852	22.239	-1.745	-0,48
Gestion du VIH/SIDA	0	1.000	1.000	1.000	333	0,09
Total	2.916.292	3.551.668	3.852.873	4.006.846	363.518	100

Source : Ghana Education Sector Financing Model (Modèle de financement du secteur de l'éducation du Ghana) - avril, 2003.

2.3.5 La répartition prévue des dépenses ordinaires indique que celles-ci devraient s'accroître dans toutes les sous-composantes du niveau scolaire pendant toute la période de 2003 à 2008. Au total, les allocations les plus élevées sont destinées à l'enseignement primaire (49,8 pour cent), suivi du secondaire premier cycle (30,8 pour cent) et du secondaire deuxième cycle (19,4 pour cent). La plupart des dépenses sont occasionnées par les salaires du personnel enseignant et administratif.

Tableau 2.2 : Dépenses ordinaires à l'unité (dans les institutions publiques) par niveau d'enseignement pour l'exercice budgétaire 2002

Niveau	Total Dépenses ordinaires (Millions de cedis)	Nbre d'élèves	Coût unitaire (cedis)	Coût unitaire en % du PIB par habitant
Préscolaire	162.141	457.975	354.039	14,4
Primaire	892.738	2.586.434	345.162	14,0
JSS	612.238	865.636	707.263	28,7
SSS	383.152	220.000	1.741.600	70,7
Supérieur	358.624	60.000	5.977.067	243

Source : Stratégies pour le financement du secteur de l'éducation – Projet de développement du secteur de l'éducation du Ghana, juin 2002.

2.3.6 Le tableau 2.2 ci-dessus présente les charges récurrentes unitaires par niveau d'enseignement pour l'exercice 2002. Le tableau présente le coût unitaire de chaque niveau de l'enseignement par rapport au PIB par habitant. Il confirme que les coûts unitaires augmentent avec le niveau de l'enseignement. Le coût unitaire le plus élevé est celui de l'enseignement supérieur (243% du PIB) par rapport au primaire (14% du PIB par habitant) et aux SSS (70,7 % du PIB par habitant). Cela s'explique essentiellement par le petit nombre d'élèves et le coût élevé de l'enseignement aux niveaux les plus élevés.

2.4 Soutien des donateurs au secteur de l'éducation

Outre les ressources intérieures, les ressources extérieures provenant de la communauté des donateurs jouent un rôle important dans le développement de l'éducation du pays. Les partenaires sont la Banque mondiale, l'USAID, la DfID, l'UNICEF, le PNUD, la JICA, l'ACDI et DANIDA. Le tableau 2.3 montre la répartition du financement des donateurs de 1996 à 1999. Six des interventions ont été en faveur de l'éducation de base, dont 2 pour la formation des enseignants, 1 pour la formation professionnelle et 1 pour l'éducation non institutionnelle. Aucune intervention n'a visé les écoles secondaires du deuxième cycle durant cette période. La dernière, qui se chiffrait à 15 millions de dollars EU, avait été faite en 1991 par la Banque mondiale (IDA) dans le cadre du projet d'écoles communautaires secondaires du deuxième cycle.

Tableau 2.3 : Répartition du financement extérieur au secteur de l'éducation du Ghana 1996-2003

Année	Programme/Projet	Montant (million)	Organisme externe	Nature de l'aide	Sous-secteur bénéficiaire	Période
1996	Projet d'amélioration du secteur de l'éducation de base	50 \$EU	Banque mondiale (IDA)	Prêt	Education de base	1997-2001
1996	Projet de réhabilitation de l'éducation primaire	12UC	Banque africaine de développement	Prêt	Education de base	1996-2003
1997	Projet d'amélioration du secteur de l'éducation de base	50 GPP	DFID, RU	Don	Education de base	1997-2001
1997	Projet d'amélioration du secteur de l'éducation de base	53\$EU	USAID	Don	Education de base	1997-2001
1997	Projet d'amélioration du secteur de l'éducation de base	35 DM	Allemagne (KfW)	Don	Formation des enseignants	1997-2000
1999	Projet d'amélioration du secteur de l'éducation de base	6 DM	Allemagne (GTZ)	Don	Formation des enseignants	1997-2000
1999	Projet d'enseignement technique & professionnel	7,3\$EU	Canada ACDI	Don	Enseignement technique	1999-2004
1999	Projet d'alphabétisation et d'acquisition de compétences fonctionnelles II	34\$EU	Banque mondiale (IDA)	Prêt	Education non institutionnelle	1999-2004
2003	Projet du secteur de l'éducation *	60\$EU	Banque mondiale (IDA)	Prêt	Renforcement des capacités sectorielles, enseignement de base et supérieur	2004-2008

* En cours de préparation.

2.4.2 La Banque mondiale met actuellement au point l'élaboration du projet du secteur de l'éducation (EdSep) d'un montant de 60 millions de dollars EU. Le projet comprend trois volets : le renforcement de la capacité sectorielle, le plan programmatique pilote, et l'innovation de l'enseignement supérieur. Le premier volet adopte une approche holistique au renforcement de la capacité du ministère et de ses organismes. Le second vise à améliorer l'accès et la qualité de l'éducation de base tout en offrant la possibilité au ministère d'expérimenter l'approche sectorielle programmatique qui pourrait devenir la principale approche à adopter par la plupart des secteurs dans un proche avenir. L'innovation de l'enseignement supérieur vise à rendre l'enseignement supérieur plus réceptif et pertinent, grâce à un soutien à l'institut universitaire de technologie, l'université des études de développement et les programmes postuniversitaires. L'intervention de la Banque a été conçue en collaboration étroite avec ce projet, de manière à éviter tout double emploi et à maximiser les complémentarités entre les deux projets.

2.5 Contraintes à l'éducation

2.5.1 Les contraintes au système éducatif comprennent l'insuffisance et le délabrement des infrastructures scolaires, l'état déplorable des équipements et du mobilier en raison du manque d'entretien et de remplacement, l'absence de manuels et autres matériels d'apprentissage/enseignement, l'inefficacité de l'enseignement. Ces contraintes ont contribué à la mauvaise performance des élèves, aux conditions de travail très insatisfaisantes des enseignants qui ont donné lieu à un départ massif d'enseignants qualifiés du système éducatif. La détérioration des établissements scolaires constitue un sujet de préoccupation particulier. La majorité des écoles ont des bâtiments délabrés et n'ont pas le mobilier adéquat, encore moins le strict minimum de manuels et autre matériel didactique et documents de lecture complémentaires requis. Tous ces facteurs contribuent à la détérioration de la qualité de l'enseignement. Le gouvernement assure 91 % du financement de l'éducation, cependant, une grande partie de cette allocation est absorbée par les salaires des enseignants, laissant très peu pour les dépenses d'éducation non salariales.

2.5.2 Le VIH/SIDA devient un problème de plus en plus sérieux au Ghana. Les statistiques disponibles auprès du Programme national de lutte contre le Sida (NACP) du Ghana indiquent qu'actuellement, environ 200 personnes sont quotidiennement infectées et environ 3 % de la population âgée de 15 à 49 sont déjà infectées par le virus. Selon le Rapport mondial sur l'éducation (février 2003), les taux d'infection du VIH dans le secteur de l'éducation sont, selon les estimations, le double du taux national et l'épidémie a porté un sérieux coup à la capacité des enseignants, élèves et parents à assurer la qualité de l'enseignement. Un programme d'éducation et de prévention du VIH/SIDA organisé pour la région de Bongo en 2001 a estimé que 20 % des élèves au Ghana sont infectés⁷. Selon l'Organisation mondiale de la santé, les jeunes adultes âgés de 15 à 24 ans représenteront 50 % des infections du VIH au Ghana au cours de la prochaine décennie.

2.5.3 Le ministère de l'Éducation a inclut l'éducation en matière du VIH/SIDA dans le programme scolaire comme une mesure visant à freiner la propagation des maladies transmissibles au sein de la jeunesse. Il a aussi élaboré le Plan stratégique de lutte contre le VIH/SIDA pour le secteur de l'éducation en vue de mieux contrôler et de coordonner tous les programmes de prévention du VIH/SIDA dans les établissements scolaires. Le plan

⁷ L'éducation et la prévention en matière de VIH/SIDA ; le développement communautaire, Debra Kushan, volontaire Corps de la paix avec l'assistance du Projet Greenstar et Global e-Medicine (2002), Bongo, Ghana.

prévoit l'inscription de la dynamique de la vie et des programmes d'études sur le VIH/SIDA dans les programmes des examens, le renforcement des clubs anti-Sida dans les écoles et la fourniture de services de consultation pour le VIH/SIDA aux enseignants. Il propose aussi d'orienter les enseignants sur la manière de traiter les nombreux stigmates causés par la maladie et d'établir, sur les lieux de travail et dans les écoles, des équipes de consultation pour le VIH/SIDA. L'intervention de la Banque se fera conjointement avec le plan stratégique, en ce sens qu'elle soutiendra la mise à jour des matériels d'enseignement et d'apprentissage, la conduite des ateliers destinés aux enseignants et élèves ainsi que l'identification et le renforcement des agents de coordination du VIH/SIDA au sein des écoles du projet.

2.5.4 L'accès équitable à l'enseignement au Ghana est un sujet de préoccupation national. Le cinquième environ des enfants en âge de fréquenter l'école primaire n'y vont pas. Plus des deux-tiers de ces enfants se trouvent dans les régions du nord, nord-est et nord-ouest. Beaucoup de jeunes gens, notamment les filles, abandonnent l'école sans achever leur alphabétisation fonctionnelle. Les taux de scolarisation bruts dans les écoles secondaires du premier cycle (environ 64 %) et du deuxième cycle (environ 18 %) sont peu satisfaisants. L'égalité d'accès et la parité filles-garçons sont loin d'être atteintes, notamment dans les régions défavorisées du nord du pays. Au niveau national, les filles représentent 45,3 % environ des effectifs des SSS. Tout porte à croire aussi que le suivi et la supervision du système, aussi bien au niveau du ministère que des écoles, sont inefficaces en raison de l'insuffisance de capacités et de ressources de financement.

2.5.5 Actuellement, la sélection et le placement des diplômés des écoles secondaires du premier cycle dans les écoles secondaires du deuxième cycle se font par le biais du *Basic Education Certificate Examination* (BECE) que doivent passer tous les élèves des JSS. Dès la publication des résultats du BECE, les élèves sont placés dans les SSS selon l'école qu'ils ont choisie et les matières qu'ils veulent étudier. Dans la plupart des cas, l'élève ne peut pas aller dans l'école de son choix en raison de la forte demande pour les SSS bien dotées. Le processus de sélection implique un grand nombre d'acteurs – les directeurs régionaux, les directeurs de l'éducation de district, les responsables des SSS/institutions techniques, les parents/tuteurs, les élèves et les politiciens. Au total, environ 2 000 agents du GES participent à ce processus dont le coût s'élève à environ 80 000 \$EU l'an. Actuellement, les élèves sont placés dans les écoles au sein de leurs régions d'origine uniquement, ce qui exerce une pression sur certaines régions, tandis que d'autres ont moins d'élèves inscrits. Il est proposé d'informatiser le processus de sélection afin d'offrir aux élèves des places dans les écoles secondaires du deuxième cycle dans des régions autres que leurs régions d'origine ; ce qui réduira le coût du processus de sélection.

3. LE SOUS-SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU DEUXIEME CYCLE

3.1 Enseignement dans les écoles secondaires du deuxième cycle

3.1.1 L'enseignement secondaire du deuxième cycle comprend les 10^{ème}, 11^{ème} et 12^{ème} années d'études. Les effectifs étaient de 207 249 élèves en 2000/2001 dans les SSS, dont 89 055 (43 %) filles. Le total des effectifs représente environ 26 % seulement de celui des JSS. L'admission dans les SSS est basée sur la performance à l'examen du *Basic Education Certificate Examination* (BECE) que doivent passer les élèves de toutes les JSS. L'achèvement de ce cycle, en passant le certificat d'études secondaires du deuxième cycle *Senior Secondary School Certificate Examinations* (SSSCE), conduit à l'enseignement supérieur qui comprend les universités, les écoles normales et l'institut universitaire de technologie. Le GPRS vise une augmentation des effectifs à ce niveau d'enseignement de 17 % des effectifs des écoles secondaires du deuxième cycle, à présent, à 25 % en 2004. Il y a actuellement 474 écoles et 10 031 enseignants dont 1 677 (16,7 %) femmes. Sur ce total, 5 432 enseignants (54,2 %) ont reçu une formation.

3.1.2 Les SSS ont des programmes d'études très variés. Il y a cinq programmes sur lesquels les élèves choisissent trois ou quatre matières facultatives. Ces programmes sont généralement les lettres et la science, l'agronomie, le commerce, l'enseignement technique et professionnel. Bien que les matières facultatives soient sélectionnées sur l'ensemble des cinq programmes, le nombre d'élèves qui choisissent les matières facultatives techniques est très faible. La majorité des candidats aux examens de *SSS Certificate Examinations* choisissent l'économie, suivie des mathématiques, des sciences et de la comptabilité.

3.2 Infrastructures scolaires

3.2.1 Les infrastructures scolaires du secondaire du deuxième cycle, telles que proposées actuellement par le gouvernement, sont classées en deux groupes : infrastructures communes et spécifiques. Les infrastructures communes comprennent : (i) au moins 6 salles de classe de dimensions normales (40 élèves) bien ventilées et bien sécurisées et complètement meublées et équipées ; (ii) mobilier du bureau du directeur ; (iii) salle des professeurs avec mobilier de bureau ; (iv) bibliothèque et librairie ; (v) installations sanitaires adéquates ; (vi) eau potable ; (vii) dortoir ; (viii) terrain pour la ferme de l'école ; (ix) terrain de jeu ; et (x) logements pour le directeur et le personnel. Les infrastructures scolaires spécifiques sont les suivantes : (i) un atelier pour l'enseignement technique ; (ii) une salle informatique pour l'enseignement commercial ; (iii) un bloc scientifique comprenant un laboratoire pour la physique, la chimie, la biologie, l'agronomie ; (iv) un bâtiment d'enseignement ménager comprenant une salle modèle, une buanderie, une cuisine et une salle de couture ; (v) des installations d'arts visuels comprenant une salle de métier à tisser et une salle de peinture ; et, (vi) des installations d'art général comprenant les livres et divers sujets.

3.2.2 Bon nombre d'écoles secondaires communautaires souffrent de délabrement et de manque de classes, de laboratoires et de bâtiments administratifs. Elles n'ont pas non plus de dortoirs pour attirer les élèves des zones de recrutement, ni de logements de fonction pour attirer les enseignants qualifiés.

3.3 Enseignement et apprentissage

Nombreux sont les élèves des SSS qui échouent à leur examen du *SSS Certificate Examination*. Au cours des dernières années, le nombre d'élèves ayant obtenu la note E et plus, s'est sensiblement accru ; toutefois, la majorité des candidats obtiennent toujours la note E ou échouent au SSSCE. Pour 1999, 2000 et 2001, 48 % des candidates ont échoué aux

mathématiques de base, tandis que 21 % ont obtenu la note E. En anglais, pour les mêmes années, 34 % des candidats ont obtenu la note E, et 43 % ont échoué. Il y a un grand écart de performance entre les écoles mieux dotées et celles qui sont mal dotées et moins connues. Cela s'explique par une association de facteurs, dont principalement, l'absence de matériel d'enseignement et d'apprentissage adéquat et approprié, le manque d'enseignants qualifiés contribuant à la mauvaise qualité de l'enseignement et le manque de supervision des enseignants. Dans le plan stratégique de l'éducation (2003-2015), le gouvernement reconnaît qu'il faut mettre l'accent sur la formation et le perfectionnement des enseignants, notamment dans les zones démunies du pays. Toutefois, il n'existe actuellement aucun plan ferme de formation des enseignants en cours d'emploi pour le perfectionnement des enseignants.

3.4 Fourniture de manuels

La pratique actuelle est de faire acheter les manuels par les élèves de manière à mettre en place, dans le sous-secteur, un mécanisme de recouvrement des coûts. En conséquence, la plupart des élèves n'ont pas assez de manuels, d'où leur mauvaise performance en classe. Le gouvernement a récemment préparé un projet de politique sur les manuels au niveau de l'enseignement préuniversitaire, y compris les SSE. Le but de cette politique est de créer un environnement propice à une fourniture et une distribution optimales des manuels, contribuant à un ratio d'un manuel par élève à tous les niveaux.

3.5 Préoccupations liées au genre

3.5.1 A ce niveau, les principales préoccupations liées au genre comprennent l'inégalité des taux de scolarisation, les taux de rétention et de réussite, la violence envers les enfants, la faible alphabétisation des femmes et le faible taux de passage des filles des SSS aux institutions de l'enseignement supérieur. Sur le plan national, la participation dans les SSS était de 45,3 % pour les filles et de 54,7 % pour les garçons au cours de l'année scolaire 2000/01 ; les mêmes taux étaient de 39 % et de 61 %, respectivement, dans les institutions de formation des enseignants, et de 26,83 % et 73,17 %, respectivement, dans l'enseignement supérieur. La situation est beaucoup plus grave pour les filles des zones rurales. Les études ont révélé que la grande pauvreté au Ghana et la précarité de l'environnement scolaire contribuent au faible rendement scolaire des filles. Le projet permettra d'améliorer cet environnement en mettant en place les installations adéquates pour tenir compte des besoins des filles et pour intégrer un volet parité filles-garçons dans les ateliers de formation destinés aux comités de gestion des écoles.

3.5.2 Sur les 10 031 enseignants des écoles secondaires du deuxième cycle, il n'y avait que 1 677 (16,7 %) enseignantes en 2001. Les mêmes taux étaient de 26,2 % dans les JSS, 37,8 % dans le primaire et 94,7 % dans l'enseignement préscolaire. La faible représentation des enseignantes dans les SSS contribue à perpétuer les différences entre les sexes car elle n'offre pas aux filles suffisamment de modèles de fonction professionnelle. L'un des objectifs de la politique du secteur de l'éducation est d'offrir aux filles l'égalité d'accès au cycle complet de l'éducation. Les stratégies proposées par le ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports comprennent les programmes de sensibilisation, la mise en évidence de l'importance de la scolarisation des filles et la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes pour soutenir l'accès des filles à l'éducation.

3.6 Questions liées à la gestion du sous-secteur

3.6.1 La gestion du sous-secteur aux niveaux du ministère, des régions et des districts, ainsi qu'au niveau des écoles, n'a pas mérité toute l'attention nécessaire au cours des années passées. La supervision du sous-secteur est insuffisante et les gestionnaires n'ont pas reçu de formation en cours d'emploi par le passé. La collecte des données par le département de la planification est insuffisante et doit être renforcée. Ce facteur est décisif pour le suivi de l'enseignement dans le sous-secteur et pour informer la direction sur les questions d'actualité ainsi que sur les projets aux fins d'orientation de politique.

3.6.2 L'absence de mécanisme d'entretien fonctionnel pour sauvegarder les investissements effectués à ce jour témoigne une fois de plus de la mauvaise gestion du sous-secteur. L'administration centrale a un département de maintenance. Du fait de sa nature centralisée, il a démontré, au fil des ans, son inefficacité à assurer la maintenance requise des écoles. Les comités de gestion des écoles (CGE) ont dû prendre le contrôle sans bénéficier des ressources financières et techniques nécessaires leur permettant d'assurer efficacement cette fonction. Toutefois, dans les circonstances de pauvreté actuelles, leurs efforts sont louables et ils offrent la possibilité d'explorer des mécanismes novateurs permettant de trouver des solutions à l'entretien des écoles. A travers cette opération, un système d'entretien efficace sera mis en place et sera géré par les assemblées de district pour financer l'entretien des écoles.

4. LE PROJET

4.1 Concept et bien-fondé du projet

4.1.1 ce projet résulte de la détermination du gouvernement ghanéen à offrir une éducation pertinente à tous les ghanéens à tous les niveaux et, ce faisant, contribuer à réduire la pauvreté et à promouvoir la croissance socioéconomique et le développement national. Il est le fruit d'un dialogue soutenu entre la Banque et le gouvernement du Ghana qui a soumis une lettre de requête à la Banque en mai 2002 lui demandant de soutenir la réhabilitation d'une école secondaire du deuxième degré par district, pour un total de 110 SSS dans tout le pays. Une mission de préparation de la BAD (octobre/novembre 2002) et une mission d'évaluation (mai/juin 2003) se sont rendues dans le pays et ont tenu des discussions avec les fonctionnaires du gouvernement ghanéen, les donateurs et les représentants de la société civile, y compris ceux du secteur privé. Dans ce contexte, le projet contribuera à la réalisation de l'objectif Education pour tous (EFA) pour 2015 et des objectifs de développement du millénaire (ODM). Le projet et ses composantes et activités ont été conçus et longuement discutés avec le gouvernement. Le projet est élaboré sur la base de longues consultations et de la participation intégrale des parties prenantes du secteur éducatif du Ghana (y compris les directeurs d'école, le *Ghana National Association of Teachers*, le *Ghana Employers Association* et le *Ghana National Union of Students* et les principaux partenaires au développement (Banque mondiale, JICA, UNESCO, ACDI, et DfID). Il tient aussi compte de la Politique de la Banque en matière d'éducation, qui adopte une démarche holistique au développement et met l'accent sur la complémentarité entre toutes les composantes du système éducatif.

4.1.2 Le projet a, par ailleurs, été élaboré en étroite collaboration avec la Banque mondiale, qui prépare un projet cofinancé avec le *Nordic Development Fund* pour soutenir l'éducation de base, le renforcement des capacités, l'enseignement supérieur et avec l'Agence japonaise de développement international (JICA).⁸

4.1.3 La Banque mondiale, la DFID, l'USAID, KfW, l'ACDI et le Groupe de la BAD ont réalisé des opérations dans tous les sous-secteurs de l'éducation au cours des cinq dernières années, à l'exception du secondaire du deuxième cycle. Le GDG continue d'accorder une haute priorité à l'éducation de base et alloue près de 70 % du budget de l'éducation à ce niveau. En outre, certaines organismes d'aide mettent en œuvre différents projets dans le sous-secteur de l'éducation, dont les projets d'éducation des filles de l'UNICEF et du PNUD, le programme de micro projets de la DfID, de l'USAID et de l'Union européenne. La Banque met actuellement en œuvre un projet de réhabilitation des écoles de l'enseignement primaire qui rénove et agrandit 541 écoles primaires dans le pays. Par ailleurs, le Ghana a de fortes chances de bénéficier de la procédure *Fast Track Initiative* (FTI) pour l'éducation de base pour tous. Ces projets sont mis en œuvre avec d'autres programmes du gouvernement dans le sous-secteur de l'éducation de base. Au niveau du supérieur, un certain nombre de donateurs, y compris la Banque, fournissent un appui aux universités et les instituts universitaires de technologie à travers le projet de réhabilitation des installations des institutions supérieures en cours d'achèvement.

4.1.4 Les interventions en cours au niveau de l'éducation de base et de l'enseignement supérieur ont créé une pression sur le niveau secondaire du deuxième cycle qui doit absorber les élèves du niveau de l'éducation de base de manière à assurer un enseignement continu jusqu'au niveau universitaire. Aucune intervention n'a visé l'éducation secondaire du deuxième cycle au cours des cinq dernières années. Par conséquent, il s'avère nécessaire d'investir dans ce sous-secteur maintenant, de manière à éliminer le goulet d'étranglement que connaît actuellement le système éducatif et qui s'empirera au fur et à mesure que les interventions susmentionnées donneront des résultats.

4.1.5 L'allègement de la pauvreté et l'équité géographique sont les principales raisons qui justifient le bien-fondé et la conception du projet car il permettra à des milliers d'élèves ghanéens de terminer l'éducation de base et d'accéder à un enseignement secondaire de qualité dans les zones pauvres, rurales et reculées. A cet égard, les sites du projet ont été sélectionnés en fonction de la carte de pauvreté du pays.

4.2 Enseignements retenus

4.2.1 La Banque a financé deux projets d'éducation au Ghana : l'un pour l'enseignement supérieur (approuvé en juin 1991) et l'autre pour l'enseignement secondaire (approuvé en janvier 1997). Le rapport d'achèvement rédigé par l'emprunteur pour le projet de l'enseignement supérieur a été récemment soumis à l'examen de la Banque et toutes les activités du projet d'éducation primaire seront achevées en décembre 2003. En général, la mise en œuvre des deux projets a été lente en raison d'un certain nombre de problèmes génériques dont : (i) la satisfaction tardive des conditions d'entrée en vigueur du prêt ; (ii) la non-disponibilité des fonds de contrepartie, l'insuffisance de ces fonds ou les retards accusés

⁸ Le projet de la Banque mondiale vise à soutenir l'éducation de base et l'enseignement supérieur et le renforcement des capacités dans l'ensemble du système éducatif pendant que la JICA veut aider à la création d'un système informatique centralisé de sélection des élèves des SSS.

pour leur mise à disposition ; (iii) le non-respect des règles de procédure de la Banque en matière de décaissement et d'acquisition des biens et services par les CEP ; (iv) l'impact négatif des sanctions sur la poursuite de la mise en œuvre des projets ; (v) l'insuffisance de la capacité administrative de l'organe d'exécution, notamment son incapacité à tenir la comptabilité du projet et le suivi inadéquat de la mise en œuvre du projet. Pour corriger ces insuffisances, le gouvernement a créé la *Funds and Procurement Management Unit* (la cellule de gestion des fonds et des acquisitions) (FPMU) en 1999 aux fins de fournir des services de gestion financière et des acquisitions pour les ressources extérieures et d'élaborer des mécanismes efficaces pour la gestion des projets financés par les donateurs. Depuis lors, la FPMU met en œuvre, avec succès, le projet d'éducation primaire de la Banque.

4.2.2 Les enseignements retenus suggèrent que pour améliorer le taux d'exécution des projets, leur conception devra tenir compte de la nécessité d'assurer une appropriation et une participation accrues des bénéficiaires directs, d'accroître la durabilité, de faciliter l'exécution et d'améliorer le suivi et l'évaluation. Ce projet tente de satisfaire ces conditions par ; (i) une approche participative, et (ii) la mise en place d'une cellule performante de gestion financière et de gestion des achats ayant pour tâche de soutenir les services du ministère dans l'exécution et le suivi du projet.

4.2.3 Les leçons retenues par la Banque dans l'exécution des projets d'éducation dans les autres régions d'Afrique comprennent la nécessité de mettre également l'accent sur les résultats du système éducatif à l'évaluation plutôt que sur la construction d'établissements uniquement pour ne pas laisser à la traîne les principales composantes du secteur. Ce projet a adopté une démarche holistique dans la mesure où elle met aussi l'accent sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement dispensé par les formateurs, l'achat et la fourniture de manuels et autre matériel didactique ainsi que la conduite d'ateliers de formation en cours d'emploi pour le personnel du ministère. Ce renforcement des capacités institutionnelles abordera également les questions liées à l'efficacité et à la durabilité du secteur de l'éducation qui avaient, semble-t-il, été négligées dans les différents projets d'éducation de la Banque.

4.3. Bénéficiaires et zones du projet

4.3.1 Le projet a été conçu pour l'ensemble du pays. Les bénéficiaires seront tous les élèves actuellement inscrits dans les SSS qui recevront des manuels. En particulier, 20 400 élèves bénéficieront d'un environnement d'apprentissage amélioré dans la mesure où ils suivront leurs cours dans des structures nouvelles et rénovées et 10 000 enseignants sur l'ensemble du territoire, recevront une formation en cours d'emploi et du matériel pédagogique, y compris ceux des 25 SSS du projet (grades 10 à 12) situées dans les districts démunis et vulnérables du Ghana. Les familles et les communautés, notamment dans les zones rurales, profiteront également du projet, étant donné qu'il créera une activité économique, notamment la création d'emplois par les méthodes à forte intensité de main-d'œuvre durant les travaux de construction ainsi que les opérations d'entretien ultérieures. Les CGE des 25 écoles du projet seront mobilisés pour participer à la gestion de leurs écoles au niveau communautaire et bénéficieront de cours de formation à la gestion qui seront organisés à leur intention dans le cadre du projet.

4.3.2 Le MOEYS bénéficiera des activités de renforcement des capacités du projet. 10 fonctionnaires du MOEYS seront formés à la gestion et 30 inspecteurs du GES suivront des cours et recevront des équipements d'appui, de suivi et d'évaluation des programmes d'études.

4.4 Contexte stratégique

4.4.1 Le contexte stratégique du projet est celui des objectifs du gouvernement : (i) faciliter l'accès à l'école, améliorer la qualité de l'enseignement et accroître l'efficacité de la gestion du MOEYS, (ii) améliorer les prestations de services pour assurer l'équité et la qualité dans le secteur de l'éducation. Ces objectifs seront atteints par la réforme du système éducatif pour veiller à offrir à tous les ghanéens un enseignement continu de l'école préscolaire jusqu'à l'âge de 17 ans en vue de réduire la pauvreté et de créer des possibilités de développement humain et de croissance économique équitable.

4.4.2 La Stratégie de réduction de la pauvreté du Ghana (GPRS) vise un taux de scolarisation au secondaire du deuxième cycle de 25 % en 2004, contre un taux de 17 % actuellement. Cet objectif a peu de chances d'être atteint en raison de l'insuffisance de la capacité des SSS à accueillir tous les diplômés des JSS et à leur dispenser un enseignement de qualité leur permettant de poursuivre au niveau professionnel et universitaire. Pour résoudre ce problème, le GDG se propose d'accroître et d'améliorer les capacités existantes et a formulé un plan visant à améliorer, dans chacun des 110 districts, une SSS au moins à titre « d'école modèle ».

4.4.3 Actuellement, sur des effectifs de 965 636 élèves des JSS, 314 572 élèves passeront l'examen du *Basic Education Certificate of Education* chaque année, dont 65 % susceptibles d'aller dans les SSS. Sur ces 65 %, seuls 47 % pourront être accueillis par les SSS en raison de la capacité actuelle des établissements. Environ 53 % de ces diplômés sont exclus chaque année, ce qui pose problème aux autorités ghanéennes dont l'objectif est d'intégrer tous les diplômés dans le système. Sur la base de ce qui précède, la requête du gouvernement relative à un appui extérieur pour le sous-secteur du secondaire du deuxième cycle reflète son engagement à atteindre l'objectif d'éducation pour tous (EPT) en 2015, contribuant ainsi à réduire la pauvreté pour tous les ghanéens.

4.5 Objectifs du projet

L'objectif sectoriel global est de contribuer à la mise en place d'un système éducatif continu de qualité qui facilitera l'accès aux SSE et améliorera leur efficacité dans les zones démunies. A cette fin, les objectifs spécifiques du projet seront les suivants : (i) contribuer sensiblement à améliorer l'accès des diplômés des écoles secondaires du premier cycle (JSS) à des écoles secondaires du deuxième cycle de qualité au Ghana ; (ii) améliorer la sensibilisation au VIH/SIDA et à la protection de l'environnement et intégrer leur prévention dans la vie scolaire ; et (iii) renforcer la capacité de gestion et la gouvernance du ministère de l'éducation aux niveaux central et décentralisé. Une attention particulière sera accordée à la promotion de la participation des filles et des élèves moins favorisés, ainsi que celle des femmes au sein du MOEYS et des CGE.

4.6 Description du projet

4.6.1 Le projet sera mis en œuvre sur une période de cinq ans et comprend quatre (4) composantes couvrant chacune plusieurs activités. Les quatre composantes sont les suivantes : (i) améliorer l'accès à l'enseignement secondaire du deuxième cycle ; (ii) améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement secondaire ; (iii) améliorer la gestion de l'enseignement secondaire du deuxième cycle ; et (iv) la gestion du projet.

Composante I : Améliorer l'accès à l'enseignement secondaire du deuxième cycle

4.6.2 Le principal objectif de cette composante est d'améliorer l'accès à un enseignement secondaire du deuxième cycle de qualité dans les zones démunies du Ghana. Cet objectif sera atteint par la réhabilitation, l'extension et l'équipement des infrastructures scolaires et des dortoirs des 25 SSS en vue de les élever aux normes correspondantes d'une SSS "modèle" telle que définie par le MOEYS.

4.6.3 Réhabilitation, extension et équipement des principales installations scolaires : le projet financera la rénovation de 25 SSS en vue de les élever au niveau « d'écoles modèles ». La rénovation sera basée sur un plan détaillé standard comprenant les travaux de génie civil, le mobilier et les équipements correspondants comme suit :

- Installations communes : (i) salles de classe de dimensions normales (40 élèves) bien ventilées et bien sécurisées ; (ii) le bureau du directeur ; (iii) la salle des professeurs ; (iv) la bibliothèque et la librairie ; (v) des installations sanitaires adéquates ; (vi) l'eau potable ; (vii) un terrain pour la ferme de l'école ; et (viii) un terrain de jeu.
- Installations spécifiques sur le terrain (selon les programmes offerts par l'école). (i) un atelier pour l'enseignement technique ; (ii) une salle informatique pour l'enseignement commercial ; (iii) un bâtiment pour l'enseignement des sciences, y compris un labo de physique, chimie, biologie, agronomie ; (iv) un bâtiment pour l'enseignement ménager, y compris une salle modèle, une buanderie, une cuisine, une salle de couture ; (v) des installations d'arts visuels, y compris une salle de métiers à tisser et une salle de peinture ; (vi) des installations d'arts généraux, y compris les livres pour différentes matières.

Trois catégories d'écoles ont été identifiées sur la base de leurs effectifs actuels et de leur potentiel de croissance, comme suit (voir liste des écoles à l'annexe 2) :

- Catégorie 1 : écoles ayant un potentiel d'inscription de moins de 400 élèves (6 écoles).
- Catégorie 2 : écoles ayant un potentiel d'inscription de l'ordre de 400 à 800 élèves (12 écoles).
- Catégorie 3 comprend les écoles ayant un potentiel d'inscription supérieur à 800 élèves (7 écoles).

Pour les écoles de la catégorie 3, le projet financera l'expansion de la capacité d'inscription jusqu'à concurrence de 1 200 élèves. Le projet ne financera que la réhabilitation des écoles dont les effectifs ne dépassent pas 1 200 élèves.

Les critères de choix des écoles ont été établis en fonction de la vulnérabilité du district, du potentiel d'attraction des élèves venant de zones démunies des districts et de la diversification des programmes à élargir le choix des matières à la fois pour les garçons et les filles.

4.6.4 Dans ce contexte, le projet financera au titre du projet : (i) les travaux de génie civil pour la réhabilitation de 245 salles de classe, 25 bâtiments pour l'enseignement des sciences et les ateliers de formation professionnelle, 19 bâtiments administratifs, y compris les bibliothèques et la construction de 145 nouvelles salles de classe, 25 bâtiments pour les sciences et les ateliers professionnels, 10 centres informatiques, 16 bâtiments administratifs et 25 blocs sanitaires, des terrains de sport et des fermes pour les écoles ; (ii) la conception, la supervision et le contrôle technique des travaux de génie civil réalisés par des bureaux d'études indépendants et un bureau de contrôle technique réputé et connu sur le plan international ; (ii) la fourniture de mobilier, d'équipements et de biens fongibles nécessaires pour mettre en place des SSS pleinement opérationnelles. Une partie de la contribution financière du GDG servira à financer la réhabilitation et l'extension de cinq (5) dortoirs, y compris les cuisines et réfectoires. Toutefois, le GDG s'est engagé à prévoir dans son prochain budget quinquennal d'investissement annuel la réhabilitation et la construction de dortoirs supplémentaires dans les 25 SSS du projet. Ce faisant, la priorité sera accordée à l'accès des filles aux logements scolaires.

Composante II : Amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement secondaire du deuxième degré

4.6.5 L'objectif de cette composante est d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement secondaire du deuxième cycle par deux éléments essentiels : améliorer la qualité de l'enseignement et fournir des manuels aux élèves des SSS. Cette composante vise aussi à améliorer le cadre permettant d'assurer la disponibilité de ces manuels dans les écoles et de procéder à une sensibilisation accrue au VIH/SIDA et aux méthodes de prévention au sein des enseignants et élèves.

4.6.6 Cette composante sera mise en œuvre à travers 4 séries d'activités : (i) concevoir et dispenser 2 cours de formation en cours d'emploi appropriée en résidence à 10 000 enseignants ; (ii) fournir 145 000 manuels et 10 000 ensembles de guides et matériels pédagogiques à toutes les SSS ; (iii) concevoir et conduire 2 ateliers et campagnes de sensibilisation au VIH/SIDA et à la protection de l'environnement ; et (iv) concevoir et conduire des ateliers de formation en cours d'emploi pour les inspecteurs.

4.6.7 Activité 1 : Concevoir et dispenser des cours de formation en cours d'emploi appropriée pour les enseignants des SSS : Les cours de formation en cours d'emploi des enseignants suivront le modèle du programme *Whole School Development* (WSD) qui a déjà été mis en œuvre et qui est un programme d'intervention axé sur l'école et visant à améliorer l'enseignement et l'apprentissage dans l'éducation de base. Les cours seront conçus par les maîtres de conférences des deux universités locales dispensant des cours de formation en cours d'emploi aux enseignants (Winneba et Cape Coast). Le projet, par le biais du don, financera les coûts d'élaboration et de prestation des cours. Les cours de formation en cours d'emploi et les ateliers seront organisés dans tous les districts, et chacun des 10 000 enseignants des SSS suivra les deux sessions de formation durant les 5 années. Les enseignants seront formés dans le domaine de la pédagogie générale ainsi que dans l'enseignement de matières spécifiques. Le projet financera les services de consultant (2 personnes-mois) et l'achat de 10 000 ensembles de guides et matériels pédagogiques.

4.6.8 Activité 2: Fourniture de manuels, matériels didactiques et guides pédagogiques. Sur les ressources du don, le projet fournira les manuels des matières principales à l'ensemble des élèves des 25 SSS réhabilitées et agrandies ainsi que le matériel pédagogique pour les enseignants. Le projet financera la fourniture de 145 000 manuels et 10 000 jeux de guides pédagogiques et matériel didactique et de sensibilisation. Ceci inclut la réimpression des manuels de classe et des manuels de référence.

4.6.9 Activité 3: Conception et animation des ateliers de formation en poste pour les inspecteurs. Cette activité comprend la mise à jour et la fourniture de manuels d'inspection, la conception et l'animation de cours de formation en poste pour les inspecteurs et suivi des études dans les 474 écoles secondaires de deuxième cycle.

4.6.10 Sur les ressources du don, la Banque financera l'élaboration de prospectus et documentation, matériel de référence et documents imprimés, la fourniture de manuels d'inspection actualisés, ainsi que l'acquisition d'équipement informatique, de matériel et de mobilier de bureau.

4.6.11 Activité 4: Sensibilisation au VIH/SIDA et aux questions environnementales. Cette activité de sensibilisation au VIH/SIDA et aux questions environnementales dans les écoles secondaires de deuxième cycle consiste en une mise à jour de tous les matériels pédagogiques et didactiques, l'organisation d'ateliers pour les enseignants et les étudiants, et l'identification au sein des populations d'enseignants et d'élèves de personnes de références en matière de VIH/SIDA qui coordonneront les activités VIH/SIDA menées au niveau des écoles.

4.6.12 Cette activité requiert des services de consultants à hauteur de 2 personnes-mois, pour la mise à jour des matériels pédagogiques et didactiques relatifs au VIH/SIDA et aux questions environnementales, 2 personnes-mois pour la conception d'un programme de formation sur le VIH/SIDA et les questions environnementales, 10 personnes-jours pour les ateliers de formation sur chacun des thèmes, et la production de matériel IEC pour les activités de sensibilisation. Cette activité sera financée sur les ressources du don.

Composante III: Renforcer la gestion de l'enseignement secondaire du second degré

4.6.13 Cette composante a pour objectif principal d'améliorer les capacités de gestion des niveaux central et local du *Ghana Education Service* (GES) au sein du MOEYS, de sa Division enseignement secondaire du second degré et des comités de gestion d'école. Elle comportera trois (3) groupes d'activités: (i) appui au renforcement des capacités du GES, (ii) mise en place d'un système d'entretien préventif, et (iii) appui au système informatisé de sélection et de placement (CSSPS) dans l'enseignement secondaire de deuxième cycle.

4.6.14 Activité 1: Appui au renforcement des capacités du GES: Cette activité s'adresse aux cadres de l'administration centrale et des diverses branches du MOEYS et du GES, les 25 chefs d'établissement des SSS réhabilités par le projet, et les comptables dans les SSS. L'objectif de tenir ce personnel informé des derniers développements dans leurs domaines respectifs, par l'organisation de cours spécialisés de courte durée et la diffusion de directives en matière de bonnes pratiques. Les cours seront centrés sur la planification de l'enseignement, les technologies récentes, les méthodes de gestion et de vérification financière pour les systèmes scolaires. Cette activité sera basée sur un programme de

formation préparé par le GES. Les ressources du don seront utilisées pour appuyer les services de consultants nécessaires pour la conception des programmes de formation et la fourniture des cours et directives, ainsi que l'élaboration de prospectus/documentation, documents de référence et documents imprimés. En outre, le projet fournira l'équipement et le mobilier, ainsi que les logiciels et la documentation connexes afin que les connaissances acquises puissent être mises en pratique.

4.6.15. La formation des 500 directeurs du GES et directeurs de SSS se fera sur la base d'une évaluation détaillée des besoins en formation réalisée par le GES. Cette évaluation impliquera les directeurs et les comptables financiers qui jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement de cette direction. Le projet utilisera les ressources du don pour financer les services de consultants à hauteur de 30 personnes-jours pour la conception du programme de formation en gestion en poste et à hauteur de 8 personnes-mois pour la conception et la fourniture de cours de formation en finances.

4.6.16 Activité 2: Mise en place d'un système d'entretien préventif. Le projet soutiendra la mise au point d'un mécanisme d'entretien préventif dans la gestion des SSS et en favorisera le financement suffisant et régulier dans le cadre du processus budgétaire des écoles. Sur les ressources du prêt, le projet fournira des fonds équivalents à ceux du gouvernement pour former un Fonds d'entretien de base, protégé et spécifiquement destiné aux SSS. Les directions des SSS et les comités de gestion d'école (y compris les Associations Parents-Enseignants – PTA)) identifieront les besoins de leurs écoles en matière d'entretien et établiront des programmes annuels d'entretiens simples, assortis de budgets propres financés par le Fonds d'entretien des SSS. Pendant les deux premières années, le poste réparation de ces budgets sera sans doute assez important mais devrait diminuer ensuite pour privilégier l'entretien préventif, moins onéreux. La contribution totale de la Banque, qui équivaut à 5 fois l'enveloppe budgétaire actuellement allouée par le gouvernement ghanéen à l'entretien des SSS, décroîtra au fil des cinq années du projet, passant de 70 % la première année à 60 % la seconde, 50 % la troisième, 30 % la quatrième et 20 % la cinquième année.

4.6.17 Le projet financera également l'achat de 474 jeux d'outils d'entretien pour tous les SSS, l'élaboration de prospectus, documentation, documents de référence et documents imprimés, la fourniture de manuels d'entretien actualisés, la fourniture de manuels sur la gestion et les procédures financières du Fonds d'entretien à tous les SSS et les districts qui utilisent les ressources du don.

4.6.18 Le projet utilisera les ressources du don pour financer des services de consultants à hauteur de 30 personnes-jours, pour la conception et la fourniture de cours de formation à l'entretien, 2 personnes-mois pour l'élaboration et la mise à jour d'un manuel d'entretien et d'un manuel de gestion et procédures financières, 600 personnes-mois pour le recrutement de 10 agents d'entretien chargés d'effectuer l'entretien préventif dans les SSS des régions les plus déshéritées et pauvres du pays pendant toute la durée du projet, et la production de matériel IEC pour favoriser l'émergence d'une culture de l'entretien dans les communautés.

4.6.19 Enfin, le projet utilisera les ressources du don pour financer l'organisation d'ateliers pour les membres des comités de gestion d'école (SMC) afin de les sensibiliser à l'importance de l'entretien préventif. Le volet don financera également la formation du personnel technique clé des écoles. Les matériels de formation déjà élaborés dans le cadre du deuxième projet d'éducation financé par la Banque sera adapté dans ce but.

4.6.20 Activité 3: Appui au système informatisé de sélection et de placement (CSSPS) dans l'enseignement secondaire de deuxième cycle. Le projet appuiera la conception et la mise en service d'un système informatisé pour remplacer le système manuel actuel de sélection, qui est coûteux et totalement inefficace. Dans ce contexte, le projet utilisera les ressources du don pour financer la mise en place d'un secrétariat pour le système de sélection et de placement qui sera basé au sein du MOEYS. Il financera les honoraires des consultants chargés de concevoir un logiciel, la formation du personnel et l'achat de l'équipement informatique, du mobilier de bureau, équipement IEC et des fournitures de bureau nécessaires au fonctionnement du système.

Composante IV : Gestion du projet

4.6.21 La composante gestion et coordination du projet a pour objet d'organiser et d'asseoir les composantes du projet en les confiant à un organe responsable et efficace qui en facilitera et réalisera la mise en œuvre et le suivi-évaluation. Par l'intermédiaire de sa Division SSE, le GES constituera l'unité principale de mise en œuvre du projet. Une équipe de base pour la mise en œuvre du projet (CPIT) sera créée au sein du GES pour asseoir les activités du projet et prévenir les retards dans la mise en œuvre. La FPMU fournira des services en matière de passation de marchés et de gestion financière.

4.6.22 Le projet contribuera au développement des capacités du GES, de sa Division de l'enseignement secondaire de deuxième cycle, de l'unité fournitures et logistique et du Bureau du contrôleur financier, qui progressivement assumeront la pleine responsabilité de la gestion du projet. Cette fonction implique la coordination de toutes les activités qui seront financées dans le cadre du projet, y compris les activités de supervision et de suivi de l'ensemble du projet, notamment la liaison avec la Banque pour toutes les questions relative à la mise en œuvre, la rédaction des rapports trimestriels et de tous autres rapports pertinents, et le rôle de chef de file pour soutenir la mise en oeuvre du projet. Le GES bénéficiera de l'appui de la FPMU. Dans ce contexte, la FPMU contribuera à renforcer les capacités de l'Unité des fournitures et de la logistique et du Bureau du contrôleur financier, notamment en assurant le transfert de compétences essentielles, en prodiguant des conseils et en assurant la formation du personnel.

4.6.23. Le projet utilisera les ressources du prêt pour soutenir la mise en place de la CPIT; il financera la remise à neuf de ses bureaux, prendra en charge la fourniture du mobilier et de l'équipement de bureau, des équipements, des consommables informatiques et des fournitures, les frais de fonctionnement liés au fonctionnement de la CPIT et de la FPMU, laquelle fournira au GES des services en matière d'acquisition et des services financiers. Le projet financera également des ateliers et des séminaires sur la programmation des activités du projet, et prendra en charge les coûts des audits et des évaluations.

4.7 Impact environnemental

Le projet est classé dans la catégorie 2. Il est improbable que les sites proposés affectent les parcs nationaux, les réserves naturelles et les monuments nationaux ou qu'ils impliquent des déplacements de populations. En effet, les écoles existent déjà et aucune école nouvelle ne sera bâtie. Ces écoles respectent les plans de développement locaux et les dispositions de la loi de 1994 sur la protection de l'environnement (*Environment Protection Act (EPA) 490 of 1994*). Les impacts du projet comprendront des aménagements de paysage, la création de

puits à ciel ouvert, la production de déchets de construction et de poussière pendant la construction. Le projet est conçu de telle sorte que toutes les activités qui pourraient nuire à l'environnement, en particulier celles qui sont liées aux travaux de génie civil, sont clairement identifiées et comportent des mesures d'atténuation. Le projet aura des effets positifs sur l'environnement car les installations scolaires prévues incluront des installations qui protègent l'environnement, notamment des systèmes hydrauliques d'évacuation des déchets munis de systèmes de dispersion d'égouts, des latrines VIP, situées à une distance suffisante des installations principales, ce qui améliorera l'environnement de nombreuses écoles où ce type de latrines existent. En outre, la conception du projet comprend la plantation d'arbres fruitiers et non fruitiers dans les endroits stratégiques, aux alentours de chaque école. Enfin, les cours de sensibilisation aux problèmes d'environnement et les cours de gestion dans les modules de formation destinés aux enseignants contribueront à répandre les comportements écologiques tant parmi l'administration scolaire que parmi les élèves.

4.8 Coûts du projet

La description et les paramètres du projet décrits plus haut sont basés sur un coût total, hors taxes et droits de douane, de 27,78 millions d'UC, dont 15,03 millions d'UC en devises et 12,75 millions d'UC en monnaie nationale. Le financement du projet se répartit comme suit : une allocation FAD de 20 millions d'UC, un don de 5 millions d'UC et la contribution du gouvernement ghanéen de 2,78 millions d'UC. Les coûts ont été estimés sur la base des informations obtenues auprès du Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, du Ministère des finances, et de divers intervenants de l'industrie de la construction. Les coûts estimatifs incluent une provision de 5,6 % pour aléas et une provision de 18,8 % pour hausse des prix sur les coûts en monnaie locale et les coûts en devises. Ce dernier chiffre représente un taux d'inflation cumulatif sur cinq ans, à partir de 10 % en 2004. Le tableau 4.1 présente le coût du projet par composante et le tableau 4.2 par catégorie de dépenses.

Tableau 4.1
Coût estimatif du projet par composante

COMPOSANTES	CEDIS (Millions)			UC (Millions)			Pourcentage
	Devises	Coût en monnaie locale	Total	Devises	M.L.	Total	Total.
I Améliorer l'accès à l'enseignement secondaire du second degré	108 706,67	45 679,41	154 386,1	9,24	3,88	13,12	47,2 %
II Améliorer la qualité et efficacité du SSE	9 689,14	22 085,85	31 775,0	0,82	1,88	2,70	9,7 %
III Améliorer la gestion du SSE	15 847,56	28 951,25	44 798,8	1,35	2,46	3,81	13,7 %
IV Gestion du projet	1 849,60	14 709,25	16 558,9	0,16	1,25	1,41	5,1 %
Coût de base	136 092,97	111 425,76	247 518,74	11,57	9,47	21,04	75,7 %
Aléas et imprévus	9 867	8 078	17 945	0,84	0,69	1,53	5,5 %
Hausse des prix	30 819	30 477	61 295	2,62	2,59	5,21	18,8 %
COÛT TOTAL DU PROJETS	176 778,42	149 980,78	326 759,20	15,03	12,75	27,78	100 %

Tableau 4.2
Coût estimatif du projet par catégorie de dépenses

CATÉGORIES DE DÉPENSES	Cédís (Millions)			UC (Millions)			Pourcentage
	Devises	M.L.	Total	Devises	M.L.	Total	Total.
1. Biens	82 581,83	30 099,40	112 681,23	7,02	2,56	9,58	34,5 %
2. Travaux	38 193,26	30 932,32	69 125,58	3,25	2,63	5,88	21,2 %
3 Services	15 317,88	1 730,01	17 047,90	1,30	0,15	1,45	5,2 %
4. Frais de fonctionnement	0,00	23 164,03	23 164,03	0,00	1,97	1,97	7,1 %
5. Divers (Fonds d'entretien)	0,00	25 500,00	25 500,00	0,00	2,17	2,17	7,8 %
Coût de base	136 092,97	111 425,76	247 518,74	11,57	9,47	21,04	75,7 %
Aléas et imprévus	9 866,74	8 078,37	17 945,11	0,84	0,69	1,53	5,5 %
Hausse des prix	30 818,71	30 476,65	61 295,36	2,62	2,59	5,21	18,8 %
COÛT TOTAL DU PROJETS	176 778,42	149 980,78	326 759,20	15,03	12,75	27,78	100 %

4.9 Sources de financement et calendrier de dépenses

4.9.1 Le projet global sera financé conjointement par un prêt FAD, un don FAD et les fonds de contrepartie du gouvernement ghanéen. Le prêt FAD s'élèvera à 20,00 millions d'UC et financera 72 pour cent du coût total du projet, soit 12,41 millions d'UC de coûts en devises et 7,59 millions d'UC de coûts en monnaie nationale. Le prêt FAD financera 44,67 % des coûts en devises et 27,32 % des coûts en monnaie nationale. Le don FAD sera de 5,00 millions d'UC, soit 18 pour cent du coût total du projet. Il permettra de financer 2,62 millions d'UC (9,43 %) des coûts en devises et 2,38 millions d'UC (8,57 %) des coûts en monnaie nationale. Le gouvernement ghanéen apportera une contribution de 2,78 millions d'UC, représentant 10 % du coût total du projet. Les tableaux 4.3, 4.4 et 4.5 ci-dessous résument la répartition des sources de financement.

Tableau 4.3
Coûts estimatifs par sources de financement (en millions d'UC)

SOURCES	Devises.	Monnaie nationale	Total	% du total
Prêt FAD	12,41	7,59	20,00	72 %
Don FAD	2,62	2,38	5,00	18 %
Gouvernement	0,00	2,78	2,78	10 %
TOTAL	15,03	12,75	27,78	100 %
En % du total	54,1 %	45,9 %	100 %	

Tableau 4.4
Coûts estimatifs par source de financement et par composante (millions d'UC)

COMPOSANTES	Prêt FAD			Don FAD			Gouv.	Total			% Coût total
	Devises	M.L.	Total	Devises	M.L.	Total	M.L.	Devises	M.L.	Total	
I Améliorer l'accès à l'enseignement secondaire du second degré	12,05	4,31	16,37	0,00	0,00	0,00	0,76	12,05	5,07	17,13	61,7 %
II Améliorer la qualité et l'efficacité du SSS	0,00	0,00	0,00	1,04	2,04	3,08	0,33	1,04	2,37	3,41	12,3 %
III Améliorer la gestion du SSS	0,14	1,48	1,62	1,58	0,34	1,92	1,68	1,72	3,51	5,23	18,8 %
IV Gestion du projet	0,21	1,80	2,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,21	1,80	2,01	7,2 %
Total	12,41	7,59	20,00	2,62	2,38	5,00	2,78	15,03	12,75	27,78	100 %
% du total	44,7 %	27,3 %	72,0 %	9,4 %	8,6 %	18,0 %	10,0 %	54,1 %	45,9 %	100,0 %	

Tableau 4.5
Coûts estimatifs par sources de financement et catégories de dépenses (millions d'UC)

CATÉGORIES DE DÉPENSES	Prêt FAD			Don FAD			Gouv.	Total			% Coût total
	Devises	M.L.	Total	Devises	M.L.	Total	M.L.	Devises	M.L.	Total	
1. Biens	7,29	1,56	8,85	1,83	1,63	3,46	0,09	9,12	3,29	12,40	44,6 %
2. Travaux	4,24	2,84	7,08	0,00	0,00	0,00	0,60	4,24	3,44	7,68	27,7 %
3 Services	0,88	0,08	0,95	0,79	0,05	0,84	0,07	1,67	0,20	1,86	6,7 %
4. Frais de fonctionnement	0,00	1,64	1,64	0,00	0,69	0,69	0,39	0,00	2,72	2,72	9,8 %
5. Divers (Fonds d'entretien)	0,00	1,48	1,48	0,00	0,00	0,00	1,63	0,00	3,11	3,11	11,2 %
Total	12,41	7,59	20,00	2,62	2,38	5,00	2,78	15,03	12,75	27,78	100,0 %

4.9.2 La contribution du FAD se répartit comme suit: 65,48 % pour l'amélioration de l'accès à l'enseignement secondaire du second degré (SSE); 12,32 % pour l'amélioration de la qualité et de l'efficacité du SSE; 14,16 % pour l'amélioration de la gestion du SSE; et 8,04 % pour la gestion du projet. Le prêt FAD financera les coûts liés à (i) la réhabilitation et l'extension des installations scolaires de base dans les 25 écoles secondaires de deuxième cycle sélectionnées (réhabilitation/construction de salles de classe, laboratoires de sciences, ateliers, salles d'informatique, administration/salles des professeurs, bibliothèques et toilettes); (ii) la fourniture de mobilier et d'équipements pour les infrastructures scolaires réhabilitées et agrandies des SSS, (iii) la création du Fonds d'entretien et, (iv) la gestion du projet.

4.9.3 Conformément à la politique du FAD-IX et au DSP 2002-2004 pour le Ghana, le don FAD, qui représente 20 % de la contribution de la Banque au projet, servira à financer à la fois les coûts en devises et les coûts en monnaie nationale liés aux activités visant à améliorer la qualité, l'efficacité et la gestion de l'enseignement secondaire du second degré (composantes II et III). Le don FAD permettra de financer quatre (4) catégories de dépenses (biens, services, frais de fonctionnement et divers) pour les activités suivantes: (i) conception et fourniture de formation en poste appropriée pour les enseignants des SSS et les cadres et la haute direction du GES; (ii) fourniture de manuels et matériels pédagogiques pour les 25 SSS, (iii) appui et supervision des enseignants des SSS; (iv) sensibilisation au VIH/SIDA et aux questions environnementales dans les SSS; (v) mise en place d'un système d'entretien préventif dans l'enseignement secondaire du second degré en dehors de la mise sur pied d'un Fonds d'entretien, et (vi) conception et mise en œuvre d'un système informatisé de sélection et de placement dans les écoles secondaires de deuxième cycle et d'un système informatisé de gestion des ressources humaines pour le GES.

4.9.4 La contribution totale du gouvernement s'élève à 2,78 millions d'UC. Entièrement en monnaie nationale, elle représente 10 % du coût total du projet et 11,12 % du financement FAD, qui se répartit comme suit : 11,95 % pour le prêt FAD et 7,8 % pour le don FAD. Les fonds de contrepartie du gouvernement ghanéen financeront la création du Fonds d'entretien (58,63 % de la contribution totale du gouvernement ghanéen), la réhabilitation/expansion des dortoirs dans les 25 SSS sélectionnées (21,58 % de la contribution totale du gouvernement ghanéen) et une partie des frais de fonctionnement pour la mise en œuvre des composantes II et III du projet.

4.9.5 Les tableaux 4.6 et 4.7 ci-dessous présentent le calendrier des dépenses pour la période du projet par catégorie de dépenses et source de financement.

Tableau 4.6
Calendrier de dépenses par catégorie de dépenses (millions d'UC)

CAT. DE DÉPENSES	2004	2005	2006	2007	2008	Total	% du coût total
1. Biens	3,40	5,83	2,96	0,15	0,06	12,40	44,6 %
2. Travaux	1,73	3,43	2,52	0,00	0,00	7,68	27,7 %
3. Services	0,76	0,57	0,45	0,03	0,06	1,86	6,7 %
4. Frais de fonctionnement	0,64	0,61	0,67	0,38	0,42	2,72	9,8 %
5. Divers (Fonds d'entretien)	0,54	0,58	0,62	0,66	0,71	3,11	11,2 %
Total	7,07	11,01	7,21	1,23	1,25	27,78	
% du total	25 %	40 %	26 %	4 %	4 %	100 %	

Tableau 4.7
Calendrier de dépenses par sources de financement (millions d'UC)

SOURCES DE FINANCEMENT	2004	2005	2006	2007	2008	Total	% du coût total
Prêt FAD	4,64	8,06	6,03	0,65	0,62	20,00	72 %
Don FAD	1,95	2,30	0,56	0,14	0,05	5,00	18 %
Gouvernement	0,48	0,65	0,63	0,44	0,58	2,78	10 %
Total	7,07	11,01	7,21	1,23	1,25	27,78	100 %
	25 %	40 %	26 %	4 %	4 %	100 %	

5. **MISE EN OEUVRE DU PROJET**

5.1 **Organe d'exécution**

5.1.1 Le GES, au sein du MOEYS, sera l'organe d'exécution du projet. Une équipe de base pour la mise en oeuvre du projet (CPIT) sera créée au sein du GES pour asseoir les activités du projet et garantir leur exécution en temps requis. La FPMU, organe semi-autonome du MOEYS, effectuera les passations de marchés et assurera la gestion financière.

5.1.2 La CPIT comprendra 4 hauts fonctionnaires de la Division SSE (coordinateur de l'équipe), de l'Unité fournitures et logistique, de la Division finances et administration et de SRIMPR, et un assistant de bureau recruté pour prendre en charge l'administration du bureau de l'équipe. Cette équipe dépendra directement du Directeur Général du GES, par l'intermédiaire du Chef de la Division SSE. Le GES redéfinira l'emploi du temps officiel des membres de l'équipe pour leur permettre de consacrer du temps au projet et d'assumer leurs fonctions avec efficacité.

5.1.3 Les fonctions de la CPIT sont les suivantes : (i) préparation, actualisation et suivi des programmes de travail et budgets annuels pour toutes les activités du projet; (ii) approbation des contrats relatifs aux biens et services, du recrutement des consultants; (iii) préparation et soumission à la Banque des rapports trimestriels sur l'avancement des projets, conformément aux directives; (iv) organisation des revues annuelles et revues à mi-parcours; et (v) préparation du rapport d'achèvement du projet (RAP). La CPIT devra, dans les trois mois du commencement du projet, préparer un programme de travail qui sera soumis à la Banque.

5.1.4 La FPMU est un organe public dépendant du Ministère de l'éducation qui est chargé de recevoir et de gérer les fonds des donateurs destinés au secteur de l'éducation dans le pays. Elle dispose actuellement d'un effectif de 24 professionnels, dirigé par un directeur. Il y a deux (2) directeurs adjoints, l'un pour les services financiers et l'autre pour la passation des marchés. Le directeur adjoint pour les services financiers chapeaute 7 professionnels: un comptable principal, un comptable pour les projets, un comptable, deux assistants comptables, un agent comptable et un opérateur de saisie de données. Le directeur adjoint des acquisitions compte dans son équipe 11 professionnels: deux chargés principaux des acquisitions - Biens et Services, deux chargés principaux des acquisitions - Travaux de génie civil, un architecte - responsable des acquisitions, trois responsables des acquisitions - Biens et Services, un assistant pour les acquisitions et deux responsables techniques. Le cabinet du directeur comprend un directeur de cabinet, un assistant administratif et un chargé de la documentation et de la gestion des archives (voir l'organigramme de la FPMU à l'annexe 6).

5.1.5 La FPMU a notamment pour fonction ce qui suit: (i) gérer les acquisitions de biens, services et travaux, ainsi que le recrutement des consultants; (ii) gérer les comptes du projet (tenue et consolidation de comptes); (iii) fournir tous les documents et données nécessaires pour la préparation des programmes de travail et les rapports; et (iv) fournir la formation et l'assistance nécessaires aux services concernés du MOEYS pour leur permettre d'assumer leurs fonctions essentielles de gestion du projet.

5.2 Dispositions institutionnelles

5.2.1 La mise en oeuvre du projet sera fortement décentralisée pour une plus grande transparence et une meilleure responsabilisation, et afin de mieux intégrer ces activités. À cet égard, le projet est dans le droit fil du programme de réforme de la fonction publique qui doit être lancé prochainement. La responsabilité de la mise en oeuvre du projet sera systématiquement confiée aux bureaux locaux et services d'exécution du Ministère chargé de ces activités. Les bureaux de district, les assemblées de district, les directeurs d'école, les comités de gestion d'école auront donc un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre du projet.

5.2.2 La composante principale du projet (réhabilitation et construction d'écoles secondaires de deuxième cycle) sera mise en œuvre comme suit: la liste des écoles pilotes à réhabiliter, avec les composantes par école, établie par le gouvernement par l'intermédiaire du Ministère de l'éducation, a été discutée et arrêtée pendant l'évaluation, et confirmée ensuite officiellement par le gouvernement ghanéen. La FPMU fournira des services de bureau d'études pour toutes les écoles pilotes et évaluera le degré de réhabilitation et de construction nécessaire, en se basant sur les bâtiments existants. Conformément aux règles de procédure de la Banque en matière d'acquisition et au processus de décentralisation en cours au Ghana, l'acquisition des travaux et des biens se fera dans le cadre du plan d'acquisition des assemblées de district. La FPMU supervisera ensuite, avec l'assistance du MOEYS/GES et des bureaux d'études chargés de la supervision, la réhabilitation et la construction dans chaque école. Pendant la mise en œuvre, la FPMU et le MOEYS/GES effectueront des visites fréquentes sur le terrain et organiseront des réunions avec les écoles bénéficiaires pour examiner l'avancement des opérations à chaque étape du processus d'exécution.

5.2.3 Les descriptions de poste détaillées, les contrats et qualifications du personnel à recruter pour le projet seront spécifiés dans les TDR par la CPIT. La FPMU, en sa capacité de fournisseur de services, sera chargée des tâches suivantes (i) planification et traitement des acquisitions, vérification de la conformité avec les procédures de la Banque et du gouvernement en matière d'acquisition, et gestion de l'archivage, et (ii) gestion financière, y compris audits internes et aide à l'établissement et à l'exécution du budget.

5.2.4 Les architectes de la FPMU veilleront à ce que les travaux de génie civil respectent les normes définies par le MOEYS. Les nouvelles constructions seront basées sur les conceptions standard déjà développées. Des dossiers types d'appel d'offres (avec plans et devis quantitatifs) seront préparés pour être utilisés dans tous les contrats pour chaque école. Les dossiers standards devront être adaptés en fonction des besoins, de la situation et des assises de chaque école, ce qui dépendra des écoles sélectionnées pour chaque district. Le dossier d'appel d'offres pour les grandes réhabilitations (dont le coût estimatif est supérieur à 25 000 dollars) nécessiteront une préparation détaillée par un architecte qualifié.

5.2.5 L'informatisation du système de sélection et de placement des diplômés de l'enseignement de base sera réalisée par un petit secrétariat assisté par un bureau d'études qui sera recruté par appel d'offres. Ce bureau d'étude sera chargé de concevoir le système, développer le logiciel, organiser et dispenser la formation aux membres du secrétariat, organiser la diffusion de la solution retenue à toutes les personnes concernées, préparer les dossiers d'appel d'offres pour l'équipement et mettre le système en service avant de le livrer au MOEYS et au secrétariat.

5.2.6 Le plan d'entretien des écoles sera décentralisé et reposera sur le SMC, les administrations scolaires et les comités de district chargé de l'entretien (DMC), qui sont déjà en charge de la mise en œuvre de la politique d'entretien du gouvernement ghanéen pour les infrastructures de l'enseignement de base. Le Fonds d'entretien des SSS affectera des ressources directement aux écoles en fonction d'un programme annuel d'entretien déterminant les priorités qu'elles devront soumettre à la fin de chaque exercice budgétaire pour exécution l'année suivante, et qui devra être approuvé par le comité de district chargé de l'entretien. Ces ressources seront gérées par le directeur d'école sous la supervision du SMC et du DMC. Deux membres du SMC, le chef de l'Unité travaux du DMC et les directeurs d'écoles seront formés pour élaborer des programmes d'entretien et budgets, spécifier les besoins en entretien de routine et identifier les réparations nécessaires non programmées. Un manuel de gestion et procédures financières pour le Fonds d'entretien des SSS sera développé dans le cadre du Projet Opération Manuel (MOP) afin d'en garantir une utilisation efficace et correcte. Un homme de peine sera recruté dans chacune des dix écoles les plus démunies dans le cadre de contrats annuels renouvelables sous réserve de performance satisfaisante, de sorte que l'entretien préventif et les petites réparations soient réalisés quotidiennement et rapidement. Les réparations importantes et les travaux de réhabilitation seront effectués par des entrepreneurs locaux recrutés conformément aux règles établies dans le MOP et compatibles avec les règles de procédures de la Banque en matière d'acquisition.

Partenaires à la mise en oeuvre

5.2.7 Le MOEYS (Unité Enseignement Secondaire du GES), les SMC, et les PTA seront les partenaires clé de la mise en oeuvre du projet. Sous la coordination de la CPIT, le MOEYS supervisera et suivra la conception et la fourniture des formations en gestion suivies

par le personnel du MOEYS/GES. Il aidera également à déterminer les spécifications pour le mobilier et l'équipement destinés à l'unité de l'enseignement secondaire du MOEYS. Il élaborera également la politique en matière de manuels et définira la qualité des livres et autres matériels pédagogiques qui seront fournis par le projet. Il fournira également les fonds de contrepartie pour le budget d'entretien des écoles.

5.2.8 Le service de recherche statistiques, gestion de l'information et relations publiques (SRIMPR) aidera la FPMU à collecter les données et autres indicateurs pour le projet. Les capacités organisationnelles des trois organes (MOEYS, GES et SRIMPR) seront renforcées dans le cadre de la composante renforcement des capacités pour garantir une bonne exécution.

5.2.9 Les PTA jouent un rôle actif dans la mobilisation des ressources pour le fonctionnement des écoles et en particulier le financement des installations. Elles sont représentées au sein du SMC, qui comprend des chefs d'établissement et des représentants du bureau de district. Le SMC jouera un rôle essentiel en veillant à ce que la mise en œuvre des activités du projet soit étroitement supervisée sur le terrain. En particulier, le SMC participera activement à la mise en œuvre des activités relatives à l'entretien préventif.

Manuel des opérations de projets

5.2.10 Un Manuel des opérations de projets (MOP), fournissant à toutes les parties impliquées des directives détaillées pour la mise en œuvre du projet, sera préparé. Il décrira la structure du projet, formulera des directives opérationnelles et de mise en œuvre, fournira les termes de référence pour toutes les institutions et les postes à pourvoir, ainsi que les intrants et les ressources disponibles pour que la mise en œuvre du projet soit efficace et réussie. Toutes les propositions de modifications du MOP pendant l'exécution seront soumises à l'approbation du MOEYS et de la Banque. Le MOP comprendra également le détail des procédures financières, comptables et d'acquisition du projet à préparer par la FPMU. Ces procédures respecteront les règles comptables et règles d'acquisition acceptées par la Banque.

5.3 Calendrier d'exécution

Le projet sera mis en œuvre sur une période de cinq ans. Pour réduire les retards dans le démarrage effectif des activités du projet, en particulier la préparation des travaux de réhabilitation, les activités préliminaires clé, y compris les plans de réhabilitation, les procédures d'acquisition (dont la préparation des dossiers d'appel d'offres) et les services de consultants pour appuyer activités, seront réalisés avant le démarrage officiel du projet.

Tableau 5.1: Calendrier d'exécution par composante

Activités	Agences Responsable	Date limite
Approbation du prêt Avis général de passation de marché (AGPM) Signature du prêt Entrée en vigueur du prêt Atelier de lancement du projet Approbation des dossiers d'appel d'offres Mission de supervision (deux par an) Revue à mi-parcours	FAD FAD/MOEYS/Gouv. FAD/MOEYS/Gouv. FAD/MOEYS/Gouv. FAD/MOEYS/CPIT/FPMU FAD FAD/MOEYS/CPIT/FPMU FAD/MOEYS/ Gouv.	septembre 2003 septembre 2003 octobre 2003 février 2004 avril 2004 avril 2004 – déc. 2006 septembre 2004- déc. 2007 juin 2006
COMPOSANTE 1: AMELIORER L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU SECOND DEGRÉ		
Réhabiliter et agrandir les SSS	CPIT/FPMU/Gouv./ Entrepreneurs en construction	mai 2004- juillet 2006
COMPOSANTE II: AMÉLIORER LA QUALITÉ ET L' EFFICACITÉ DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU SECOND DEGRÉ		
Cours de formation en poste pour les enseignants Fourniture de 145 000 guides pour les enseignants Conception et mise en œuvre d'une politique des manuels	CPIT/FPMU/TTC CPIT/FPMU/MOEYS MOEYS/CPIT/FPMU/ FAD	juin 2004 juillet 2004 avril-décembre 2004
COMPOSANTE III: AMÉLIORER LA GESTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU SECOND DEGRÉ		
Formation du gestion personnel du MOEYS/GES Développement d'un mécanisme informatisé de sélection des élèves du JSS aux SSS Améliorer l'entretien des installations et équipement des SSS	CPIT/FPMU/MOEYS/Bureau d'études CPIT/FPMU/MOEYS/Bureau d'études CPIT/FPMU/MOEYS	juin 2004- juillet 2007 avril –décembre 2004 juillet 2004- décembre 2008
COMPOSANTE IV: GESTION ET COORDINATION DU PROJET		
Supervision par CPIT/FPMU Tournée d'étude/ Voyage à la BAD Audit annuel	CPIT/FPMU CPIT/FPMU Cabinet de vérification extérieur /CPIT/FPMU	février 2004- déc. 2008 juin 2005 déc. 2004- déc. 2008

5.4 Dispositions relatives à l'acquisition des biens et services

5.4.1 Le tableau 5.2 ci-dessous résume les modalités d'acquisition. Toutes les acquisitions de travaux et de biens et toutes les acquisitions de services de consultants financées par la Banque se feront conformément aux *Règles de procédure pour l'acquisition des biens et des travaux* ou, selon le cas, aux *Règles de procédure pour l'utilisation de consultants*, en utilisant les documents types d'appel d'offres pertinents.

Tableau 5.2: Modalités d'acquisition (millions d'UC)

Catégorie d'acquisition	AOI	AON	Listes restreintes	Autres*	Total
1. TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL					
1.1 Réhabilitation et expansion de 25 écoles secondaires de deuxième cycle (SSS)		7,68 (7,08)			7,68 (7,08)
1.2 Remise à neuf bureaux de la CPIT		0,02(0,02)			0,02 (0,02)
2. BIENS					
2.1 Équipement et consommables pour les installations scolaires de base des 25 SSS	5,97 (5,97)				5,97 (5,97)
2.2 Mobilier pour les laboratoires de sciences et centres informatiques des 25 SSS	2,13 (2,13)				2,13 (2,13)
2.3 Mobilier pour les 25 SSS réhabilitées/agrandies		0,47 (0,38)			0,47 (0,38)
2.4 Fourniture de manuels et matériels pédagogiques pour 25 SSS	1,59 (1,59)				1,59 (1,59)
2.5 Tout le mobilier/équipement de bureau – IEC/ équipement de form. et divers biens		0,91 (0,91)		0,02 (0,02)	0,91 (0,91)
2.6 Matériel de bureau /consommables				0,13 (0,13)	0,02 (0,02)
2.7 Prospectus/polycopiés/doc. de réf et matériels de formation		0,94 (0,94)			0,13 (0,13)
2.8 Fourniture de tous les manuels et formulaires actualisés		0,10 (0,10)			0,94 (0,94)
2.9 Outils d'entretien pour toutes les SSS		0,11 (0,11)			0,10 (0,10)
3. LES SERVICES DE CONSULTANTS					
3.1 Conception, Études, supervision et contrôle technique des travaux de génie civil			0,88(0,81)		0,88(0,81)
3.2 Évaluations extérieure à mi-parcours et finale			0,05(0,05)		0,05 (0,05)
3.3 Audits extérieurs du projet			0,09(0,09)		0,09 (0,09)
3.4 Ateliers/Séminaire de planification des activités du projet				0,04 (0,04)	0,04 (0,04)
3.5 Conception et animation de programmes de formation - mise à jour du matériel pédagogique sur le VIH/SIDA – élaboration d'un manuel de gestion et procédures financières pour le Fonds d'entretien			0,11(0,11)		0,11 (0,11)
3.6 AT pour la mise en service du système informatisé SSP et la formation/ sensibilisation			0,07(0,07)		0,07 (0,07)
3.7 Conception d'un programme de formation à la gestion d'école /Cours de formation			0,14 (0,14)		0,14(0,14)
3.8 Conception d'un logiciel de gestion des RH/Ateliers de formation			0,06 (0,06)		0,06 (0,06)
3.9 Conception et fourniture d'ateliers de formation en poste pour les enseignants, les inspecteurs, le personnel des SMC				0,05 (0,05)	0,05 (0,05)
3.10 Conception/Fourniture de formation en poste pour les comptables financiers du GES				0,33 (0,33)	0,33 (0,33)
3.11 Recrutement sous contrat d'hommes de peine pour l'entretien des SSS				0,06 (0,06)	0,06 (0,06)
3.12 Conception d'un système informatisé SSP de carte d'inscription et revue				0,01 (0,01)	0,01 (0,01)
4. FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
4.1 coûts Gestion FPMU				1,33 (1,33)	1,33 (1,33)
4.2 Indemnités personnel CPIT				0,28 (0,28)	0,28 (0,28)
4.3 Autres frais de fonctionnement				1,10 (0,71)	1,10 (0,71)
5. DIVERS (FONDS D'ENTRETIEN)				3,11 (1,48)	3,11 (1,48)
COÛT TOTAL DU PROJET	9,69 (9,69)	10,23 (9,54)	1,40 (1,33)	6,46 (4,44)	27,78 (25,00)

AOI: Appel d'offres international; AON: Appel d'offres national

*parmi les autres, figurent les appels aux fournisseurs à l'échelon national et les négociations directes

Les chiffres entre parenthèses représentent les montants financés par le FAD

Travaux de génie civil

5.4.2 L'acquisition des travaux de génie civil pour la réhabilitation et l'expansion des 25 écoles secondaires de deuxième cycle (SSS) sélectionnées, d'une valeur totale estimée à 7,68 millions d'UC, et l'aménagement des bureaux du CPIT, évalué à 0,02 million d'UC, se fera par appel d'offres national (AON) ouvert aux entrepreneurs étrangers qui souhaiteraient y participer. Étant donné, d'une part, que les sites de réhabilitation et expansion des SSS sont dispersés, que les travaux seront divisés en quelque 20 lots d'une valeur estimative de 0,38 million d'UC chacun et, d'autre part, que le volume et le coût des travaux d'aménagement des bureaux du CPIT sont relativement faibles, il est peu probable que ces travaux de génie civil intéressent des soumissionnaires de niveau international.

Biens

5.4.3 Les contrats pour les biens estimés à plus de 0,50 million d'UC chacun seront attribués selon les procédures d'AOI. Quelque 20 contrats seront attribués, pour la fourniture de manuels et matériels pédagogiques (1,59 million d'UC) pour les 25 SSS sélectionnées, l'acquisition de l'équipement et des consommables pour les installations scolaires de base des 25 SSS réhabilitées ou agrandies (5,97 millions d'UC) et la fourniture de mobilier pour les blocs de sciences et les centres informatiques des 25 SSS (2,13 millions d'UC), d'une valeur totale de 9,69 millions d'UC .

5.4.4 Les contrats pour les biens d'une valeur comprise entre 25 000 et 500 000 UC chacun seront attribués selon les procédures AON, en raison d'une part de la nature des biens, qui peuvent être achetés sur le marché local et d'autre part du fait que les montants relativement peu importants sembleront probablement peu attractifs pour les soumissionnaires internationaux. Dix (10) contrats seront attribués pour l'acquisition du mobilier des salles de classe, des ateliers professionnels, des blocs administratifs et bibliothèques et des dortoirs réhabilités/agrandis des 25 SSS sélectionnées (0,47 million d'UC), IEC/ équipement de formation, l'équipement et le mobilier de tous les bureaux (CPIT, inspection, secrétariat du système CSSSP, bureaux régionaux du GES et entretien des bureaux des SSS), (0,91 million d'UC), pour une valeur totale de 1,38 million d'UC. Quinze autres contrats seront attribués par procédures AON, pour les mêmes raisons que plus hauts (i) la fourniture de photocopies, matériels de référence et documents imprimés pour tous les ateliers de formation du projet (0,94 million d'UC), (ii) la fourniture de manuels actualisés pour l'inspection des enseignants, le Fonds d'entretien, la gestion et les procédures financières et les formulaires imprimés pour le système SSP informatisé (0,10 million d'UC), et (iii) la fourniture de jeux d'outils d'entretien pour toutes les SSS (0,11 million d'UC), pour une valeur totale de 1,15 million d'UC .

5.4.5 L'acquisition d'autres articles divers, tels que fournitures de bureau et consommables pour la CPIT, la FPMU, les inspections, le secrétariat du système CSSSP, les bureaux régionaux du GES et les services d'entretien des SSS (0,13 million d'UC) se fera par appel aux fournisseurs à l'échelon national (NS), en raison de la nature même des biens, qui sont couramment disponibles sur le marché, et de la faiblesse des montants concernés (moins de 25 000 UC par contrat et pas plus de 0,15 million d'UC en tout).

Services de consultants et formation

Services de consultants et assistance technique pour la formation

5.4.6 Pour les services de consultants (d'une valeur de 1,02 million d'UC), notamment les services d'audit (0,09 million d'UC), nécessaires pour la mise en œuvre des activités liées à la conception du projet, les études techniques, la supervision et le contrôle technique des travaux de réhabilitation/construction pour les 25 SSS sélectionnées (0,88 million d'UC); et les évaluations extérieure à mi-parcours et finale (0,05 million d'UC), l'acquisition se fera sur la base de listes restreintes, conformément aux *Règles de procédure pour l'utilisation de Consultants*. La procédure de sélection se fondera sur l'évaluation technique avec prise en compte des prix proposés.

5.4.7 Les services de consultants et l'assistance technique (d'une valeur totale de 0,38 million d'UC) nécessaires pour les activités liées à la formation et au renforcement des capacités: i) conception et fourniture de programmes de formation et mise à jour de matériels pédagogiques et didactiques pour la sensibilisation au problème du VIH/SIDA et les questions environnementales; élaboration d'un Manuel de gestion et procédures financières pour le Fonds d'entretien (0,11 million d'UC); ii) formation et sensibilisation des intervenants et appui à la mise en œuvre du système informatisé pour le SSE (0,07 million d'UC); iii) conception d'un programme de formation à la gestion des écoles, cours de formation pour les cadres et la haute direction du GES, notamment le personnel de des bureaux de district et les directeurs de SSS (0,14 million d'UC); iv) conception d'un logiciel de gestion des ressources humaines et ateliers de formation sur le système informatisé de gestion (0,06 million). L'acquisition se fera sur la base de listes restreintes, conformément aux *Règles de procédure pour l'utilisation de Consultants*. La procédure de sélection se fondera sur l'évaluation technique avec prise en compte des prix proposés.

5.4.8 L'acquisition des services de consultants pour la conception et l'animation d'ateliers de formation pour les comptables financiers du GES (d'une valeur de 0,33 million d'UC) se fera par négociations directes avec le *Ghana Institute of Chartered Accountants* (GICA – Institut ghanéen des comptables agréés). Le GICA est la seule institution ayant la capacité et l'expérience nécessaires pour réaliser cette activité, qui sera sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ghanéen de technicien en comptabilité.

5.4.9 Pour les services de consultants pour l'entretien de tous les SSS (d'une valeur de 0,06 million d'UC), soit 10 contrats d'hommes de peine d'une valeur chacun de 25 000 UC, l'acquisition se fera sur la base de listes restreintes de consultants individuels. Le montant des contrats étant inférieur à 50 000 UC, l'avis de recrutement sera placé dans la presse nationale et locale (niveau des districts).

Consultants recrutés à court terme pour la formation et les ateliers

5.4.10 S'agissant des services à court terme (fournis par des consultants individuels) nécessaires pour la formation en poste et les activités liées aux ateliers, notamment : i) les ateliers de planification des activités du projet (0,04 million d'UC); ii) la conception et l'animation de formation en poste pour les enseignants des SSS, les inspecteurs et le personnel du SMC (0,05 million d'UC) et iii) la conception du système informatisé de cartes d'inscription et de formation du SSP (0,01 million d'UC), d'une valeur totale de 0,10 million d'UC, l'acquisition se fera conformément aux *Règles de procédure pour l'utilisation de Consultants*.

Frais de fonctionnement

5.4.11 Les frais de fonctionnement comprendront les frais d'exploitation du projet, notamment les frais de gestion de la FPMU (environ 1,33 million d'UC), les indemnités au personnel de la CPIT (0,28 million d'UC), et d'autres postes budgétaires tels que indemnités de voyages, coûts de l'entretien des équipements, frais de communication (1,10 million d'UC). La sélection du personnel local supplémentaire pour le projet se fera, le cas échéant, selon des procédures ouvertes et objectives, sur la base de termes de référence et de listes restreintes d'experts qualifiés acceptables pour la Banque. Les autres acquisitions se feront selon des procédures commerciales usuelles compatibles avec les règles et directives de la Banque.

Fonds d'entretien

5.4.12 Les passations de marchés dans le cadre du Fonds d'entretien, d'une valeur totale de 3,11 millions d'UC, suivront les directives du manuel des opérations de projets, qui détaille les procédures adéquates pour la gestion financière, la comptabilité et les passations de marchés qui régiront le Fonds d'entretien, et sont acceptables pour la Banque.

Procédures et réglementation nationales

5.4.13 La législation ghanéenne en matière d'acquisition a été examinée et jugée acceptable.

Organe d'exécution

5.4.14 La FPMU et l'Unité fournitures et logistique du GES seront chargées de l'attribution des contrats pour les biens, les travaux, les services de consultants et les services de formation. Les ressources, les capacités, l'expertise et l'expérience de la FPMU sont suffisantes pour mener à bien les activités d'acquisition.

Avis général d'acquisition

5.4.15 La Banque et le gouvernement du Ghana arrêteront le texte de l'Avis général de passation de marchés (AGPM) qui sera publié dans *Development Business* dès approbation de la proposition de prêt par le Conseil d'administration.

Procédures d'examen

5.4.16 Pour les contrats devant faire l'objet d'un examen préalable, les documents suivants devront être approuvés par la Banque, avant leur utilisation (i) avis spécifique de passation de marchés; (ii) dossiers d'appel d'offres pour les biens et les travaux; (iii) demandes de propositions pour les bureaux d'études (iv) listes restreintes; (v) rapports d'évaluation des offres et rapports d'évaluation des propositions des consultants; et projets de contrats. Pour les contrats d'une valeur estimative inférieure à 20 000 UC, et devant faire l'objet d'un examen postérieur, le contrat signé et le rapport d'évaluation des offres ainsi que les recommandations d'attribution des marchés seront transmis à la Banque avant la fourniture de la demande de retrait ou la première demande de reconstitution dans le cas d'un compte spécial.

5.5 Dispositions relatives au décaissement

5.5.1 Pour garantir un accès aisé aux ressources du projet, la transparence dans l'utilisation des ressources et un décaissement rapide des fonds pour les activités approuvées, la gestion du projet tiendra deux comptes spéciaux où seront respectivement déposés les ressources du prêt FAD et du don FAD, et un compte du projet sur lequel seront versés les fonds de contrepartie alloués au projet. Le gouvernement ouvrira un quatrième compte destiné au financement du Fonds d'entretien des SSS.

5.5.2 Un dépôt initial pour un montant correspondant à 4 mois d'activités, en fonction d'un programme de travail approuvé par la Banque, sera effectué sur les comptes spéciaux. Les reconstitutions suivantes des comptes spéciaux se feront sous réserve que la FPMU aient apporté des justifications suffisantes de l'utilisation d'au moins 50 % du dépôt précédent et ait arrêté et présenté un programme de travail pour les 4 mois suivants. S'agissant du compte pour le Fonds d'entretien des SSS, les reconstitutions suivantes ne pourront se faire que lorsque la contribution du gouvernement au fonds est assurée pour la période concernée.

5.5.3 Les décaissements seront effectués par la FPMU, à l'exception des paiements directs aux entrepreneurs qui devront être payés pendant la mise en oeuvre du projet, conformément aux règles et procédures de la Banque. La méthode du paiement direct pourra également être utilisée pour les audits, les services de consultants et les importations de biens.

5.6 Suivi et évaluation

5.6.1 Le service de suivi du MOEYS (Recherche statistique, gestion de l'information et relations publiques - SRIMPR) assurera le suivi de la mise en oeuvre du projet et s'attachera à en évaluer les résultats et l'impact en utilisant les données provenant du MIS, des visites de terrain et des résultats du Conseil ouest-africain des examens (COAE). Le SRIMPR bénéficie actuellement de l'appui des bailleurs de fonds (DfID et BM) pour renforcer ses capacités MIS. Plus spécifiquement, le SRIMPR collecte les données relatives aux taux d'inscription dans les écoles, aux infrastructures scolaires physiques et à la dotation en personnel; il rassemble également des informations sur les résultats des écoles auprès du COAE; il mènera des enquêtes ciblées périodiques. Un cadre du SRIMPR sera membre de la CPIT, pour une bonne coordination entre le programme de travail du SRIMPR et les activités du projet.

5.6.2 Le suivi de la mise en oeuvre du projet se fera également par le biais de missions de supervision de la Banque et une revue à mi-parcours en 2005. Le processus de supervision et d'examen inclura une évaluation approfondie des résultats du projet par rapport aux objectifs fixés dans la matrice du projet, du calendrier d'exécution, des coûts détaillés du projet, des contrats et autres documents. Enfin, des consultations régulières et des échanges fréquents d'informations auront lieu entre la CPIT et la Banque pendant la mise en oeuvre du projet.

5.6.3 La CPIT soumettra des Rapports trimestriel d'avancement (RTA) ainsi qu'un Rapport d'achèvement de projet (RAP) dans les six mois de l'achèvement du projet. La Banque préparera ensuite son propre RAP, qui servira de base à un examen global de l'évaluation rétrospective du projet.

5.7 Rapports financiers et audits

5.7.1 La FPMU tiendra les comptes conformément aux normes comptables internationales. La CPIT veillera à ce que les systèmes de comptabilité et gestion financière, acceptables pour le FAD, comportent des mécanismes internes et des procédures de contrôle; elle tiendra également un jeu de livres (registre général, bilan, état des résultats, système de suivi du prêt, et rapports de gestion de portefeuille). Conformément aux exigences de la Banque, la FPMU tiendra des livres distincts pour les coûts en monnaie nationale et en devises et des registres d'immobilisation bien tenus pour tous les équipements fournis par le projet. Des rapports trimestriels d'avancement, préparés conformément aux directives, seront rédigés et soumis pour observations à la Banque. Ces rapports trimestriels d'avancement présenteront les comptes-rendus des réunions périodiques avec les entrepreneurs sur les divers sites du projet. La FPMU est déjà équipée du logiciel de comptabilité approprié pour mettre en œuvre le projet Enseignement, et son personnel a reçu la formation nécessaire dans le cadre des projets menés actuellement par la Banque.

5.7.2 Des vérificateurs extérieurs, recrutés par appel d'offres et financés sur les ressources proposées, réaliseront les audits annuels des comptes. Ces audits permettront d'identifier les dépenses par composante, par catégorie, par contrat et par source de financement. Les rapports d'audit et les états financiers afférents, y compris les états des comptes spéciaux et les états des dépenses, seront soumis pour examen au FAD au plus tard dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice financier.

5.8 Coordination de l'aide

5.8.1 Une bonne relation de travail existe entre le gouvernement et les bailleurs de fonds. Le Ministère des finances et de la planification économique est en charge de la coordination de toute l'assistance financée par les bailleurs de fonds au Ghana. Des mécanismes de coordination existent, notamment le groupe consultatif (GC) qui tient des réunions tous les deux ans, le mini CG qui se réunit tous les trimestres sous la présidence du gouvernement, et les programmes d'investissement sectoriel (PIS). Les bailleurs de fonds font également des efforts concertés pour coordonner entre eux leur action, par l'intermédiaire du Cadre d'assistance au développement des Nations Unies (UNDAF) dirigé par le PNUD. Un programme d'appui budgétaire impliquant plusieurs bailleurs de fonds est également en cours pour aider le gouvernement à mettre en œuvre sa stratégie de réduction de la pauvreté. Tous ces efforts de coordination ont aidé à améliorer la compréhension entre la communauté des bailleurs de fonds et la Banque a pris une part active à ces réunions.

5.8.2 Le MOEYS met en œuvre plusieurs projets financés par les bailleurs de fonds, et la FPMU fournit un appui technique à la plupart d'entre eux. Le Plan stratégique pour l'enseignement (2003-2005) estime que la coordination de l'aide est un aspect important de la gestion des ressources extérieures et formule donc une proposition spécifique pour la coordination de l'aide, laquelle se fonde sur cinq principes directeurs: vision commune; engagement à poursuivre le processus SWAP; confiance mutuelle; subordination des programmes extérieurs aux objectifs ghanéens; et négociation stratégique conjointe et communication. Tous ces efforts faciliteront énormément la coordination de l'aide. Au niveau opérationnel, l'aide est coordonnée dans le cadre de réunions régulières des partenaires au développement pour examiner les activités du MOEYS financées par les

donateurs et veiller à une bonne coordination entre les activités financées par les bailleurs de fonds et celles financées par le gouvernement.

6. VIABILITÉ DU PROJET ET RISQUES

6.1 Charges récurrentes

Le projet réhabilitera et agrandira 25 écoles secondaires de deuxième cycle pour une valeur totale de 6,92 millions d'UC, dont la construction de 145 nouvelles salles de classe. Ceci entraînera un accroissement du personnel enseignant de quelque 225 postes supplémentaires dans les écoles secondaires de deuxième cycle, soit une augmentation de 3 580 200 000 cédis (317 000 UC) pour la dotation annuelle en personnel et 350 000 UC pour les coûts d'entretien, ce qui représente au total 0,3 % du budget du Ministère de l'éducation en 2003 et 0,07 % du budget total du gouvernement ghanéen pour 2003. Par ailleurs, les activités d'entretien prévues par le projet sont conçues pour renforcer les capacités communautaires des écoles secondaires de deuxième cycle pour l'entretien et aideront donc à réduire les charges récurrentes et d'entretien pour le gouvernement. La contribution du gouvernement au Fonds d'entretien, estimée à 350 000 UC la première année, augmentera à mesure de l'évolution du projet et que les capacités se renforcent. Les progrès de la mise en oeuvre du projet et le renforcement des capacités du SMC, grâce aux formations dispensées à son personnel dans les programmes d'entretien et de supervision, devraient permettre de rapidement réduire les coûts à charge du gouvernement. L'afflux de fonds provenant de l'initiative PPTE au secteur de l'enseignement, qui devrait atteindre 50 milliards de cédis, permettra au gouvernement de supporter les charges récurrentes engendrées par le projet.

6.2 Viabilité du projet

6.2.1 Trois facteurs sont essentiels pour la viabilité du projet. Le premier est le niveau de participation des communautés à la gestion de l'enseignement secondaire du deuxième cycle, notamment la fourniture d'intrants du projet aux SSS des communautés les plus pauvres, notamment des salles de classe, des laboratoires, des blocs administratifs et des latrines. En particulier, le programme d'entretien pour les écoles réhabilitées et agrandies renforcera les capacités des communautés à identifier et effectuer l'entretien. Le MOEYS a affirmé que sa volonté de financer en priorité le secteur de l'éducation se poursuivra; il s'est engagé à mettre les fonds de contrepartie à disposition et a précisé que des provisions budgétaires ont été prises en faveur de l'éducation pour remplir les conditions de l'initiative PPTE intérimaire. Il sera par ailleurs encouragé à décentraliser une proportion suffisante de son budget annuel actuel pour faciliter l'entretien en temps requis et la réhabilitation de travaux plus ardues par des entrepreneurs privés. La viabilité de ces intrants dépendra en grande partie du succès des initiatives de sensibilisation et d'entretien, et une attitude d'appropriation par les communautés locales est essentielle.

6.2.2 Le second facteur crucial concerne la poursuite de la collaboration des donateurs, qui devra être maintenue et renforcée, notamment par des revues annuelles de programmes et des consultations des intervenants. Le pays sort à peine de plusieurs années de déclin de ses performances économiques et doit être motivé et soutenu.

6.2.3 Le budget d'entretien des écoles pour les activités du projet liées aux installations et aux équipements amélioreront la viabilité des réalisations du projet dans la mesure où les installations réhabilitées et construites seront régulièrement entretenues grâce à un budget d'entretien des écoles spécifiquement affecté et protégé.

6.3 Principaux risques et mesures d'atténuation

6.3.1 Les projets précédents mené par la Banque au Ghana ont souffert de l'absence ou du retard des fonds de contrepartie. Cependant, les principales ressources financières devraient provenir de l'initiative PPTE et accroîtront sensiblement la capacité du gouvernement à remplir ses obligations budgétaires pour l'enseignement.

6.3.2 Une performance économique faible pourrait empêcher le gouvernement de percevoir suffisamment de recettes pour répondre aux besoins de l'éducation. Ceci pourrait être aggravé par l'extrême pauvreté de la grande majorité des parents, qui ne peuvent faire face aux dépenses, même modestes, liées à la scolarisation de leurs enfants. Ceci est atténué par le fait que le projet est lié à la stratégie de réduction de la pauvreté du Ghana, dont la mise en œuvre soutiendra des communautés qui, sans cela, ne pourraient faire face aux dépenses d'éducation. En outre, l'appui des bailleurs de fonds devrait également se poursuivre puisque le gouvernement continue à progresser dans le domaine de la bonne gouvernance et ceci pourrait aider à absorber encore les coûts d'éducation.

6.3.3 Le projet est sensible au risque du manque de capacités d'exécution du siège du MOEYS/GES et des professionnels de terrain, dont la compétence, le dévouement et l'appui logistique sont essentiels pour plusieurs composantes du projet. Ce risque est atténué par le fait que le projet prévoit de fournir une assistance technique ou des services de consultants suffisants et un appui de la FPMU au MOEYS/GES et à la CPIT. De plus, le projet formera le personnel national pour mener à bien des activités similaires après la durée de vie du projet.

6.3.4 Au Ghana, la décentralisation des services est en cours. Des autorités de district ont été créées et des comités chargés de l'éducation locale sont institutionnalisés. Bien que le Ghana possède une longue tradition de participation et de consultation, le processus de décentralisation améliorera participation des communautés à l'identification des priorités et la planification et la gestion des services d'éducation. Un effort concerté a donc été fait pour intégrer à la conception du projet des interventions appropriées telles que l'implication des bénéficiaires et des comités de gestion d'école, l'autonomie dans la gestion des installations du secondaire supérieur, la consultation avec les administrations de district pendant la préparation et l'évaluation du projet. Toutes ces interventions devraient renforcer le sentiment d'appropriation au niveau local.

7. AVANTAGES DU PROJET

7.1 Analyse économique

7.1.1 Les investissements du projet accroîtront les capacités financières du MOEYS et appuieront les efforts qu'il déploie pour accroître l'accès à le SSE sur l'ensemble du territoire ghanéen. Quelque 58% des fonds du projet serviront à la réhabilitation et à la construction d'installations scolaires, 15% à l'acquisition de livres et autres matériels pédagogiques ainsi

qu'à la formation en poste des enseignants, 10% au renforcement des capacités du MOEYS. Le projet devrait engendrer des avantages importants, esquissés dans les paragraphes suivants.

7.1.2 S'agissant de la réhabilitation et de l'extension des infrastructures scolaires, à savoir 145 nouvelles salles de classe, 25 laboratoires de science et ateliers professionnels et 19 blocs administratifs avec bibliothèques, le projet devra s'appuyer sur l'expertise des entrepreneurs en construction locaux, il fournira des emplois à des travailleurs qualifiés dans chacun des districts touchés par le projet pour les travaux de génie civil, et recourra au marché local pour le mobilier et les équipements de toutes les SSS.

7.1.3 Le plan d'entretien des écoles mis en place par le projet procurera un revenu à des centaines de petits entrepreneurs et artisans locaux qui seront chargés de réparer ou entretenir les installations. Le budget d'entretien préventif des écoles permettra initialement de dégager des économies pour établissements scolaires et bénéficiera en finale à l'ensemble de l'économie ghanéenne en renforçant les capacités des communautés en matière d'entretien de toutes les infrastructures, ce qui au fil des années permettra d'économiser une grande partie des dépenses d'équipement qui devraient être affectées à la réhabilitation.

7.1.4 Le pays se caractérise par une économie à deux vitesses, avec un secteur moderne limité tandis que la plupart des emplois sont, et resteront dans l'avenir proche, dans le secteur agricole et le secteur informel. Tout semble indiquer que, pour ces secteurs, l'amélioration de la productivité du travail dépend essentiellement du capital humain et, à cet égard, l'enseignement dispensé par les SSS est l'investissement le plus rentable. Au delà de la productivité du travail, les modèles de croissance dans le contexte africain indiquent que l'enseignement des SSS vient au deuxième rang des investissements les plus rentables dans les pays possédant le niveau de développement du Ghana. En mettant l'accent sur l'enseignement secondaire, le projet revalorisera le capital humain là où son impact est le plus immédiat.

7.2 Analyse de l'impact social

7.2.1 L'éducation est le fondement des sociétés. Les problèmes auxquels sont confrontés nombres de pays découlent en grande partie des faibles taux de scolarisation et de la piètre performance des systèmes d'éducation. Le projet présenté ici s'attachera à bâtir un nouvel édifice scolaire qui réponde aux besoins croissants et changeants de la nation. Son impact sera large et profond de par sa portée nationale et du fait qu'il met l'accent sur les communautés pauvres et rurales suivant le GPRS. En outre, il ciblera la délicate question du renforcement des capacités de gestion au niveau de l'enseignement secondaire, pour avoir un impact au niveau des communautés (par l'intermédiaire des comités de gestion des écoles), au niveau des districts et des régions en établissant la présence effective du MOEYS, et au niveau national en renforçant les capacités du MOEYS dans les domaines tels que la collecte de données, la planification et l'élaboration de politiques. Cet impact social fondera la base d'autres améliorations majeures de la qualité de l'éducation lorsque les infrastructures physiques auront été améliorées et les capacités renforcées.

7.2.2 Le projet apporte une réponse au problème de l'équité en termes de disparités économiques et de genre. La pierre angulaire de ce projet est que les écoles prioritaires seront définies en fonction de la faiblesse des revenus et des stratégies pour accroître le taux de scolarisation des filles. L'installation de latrines séparées pour les filles et les garçons dans les structures scolaires rurales garantira un environnement sécurisé pour les filles dans chaque école. De plus, la réhabilitation et la construction des installations d'internat répondront à la

volonté d'attirer en priorité les filles vers l'enseignement des SSS et d'accroître leur participation, réduisant ainsi le risque de mariage précoce et autres conséquences sociales négatives de la déperdition scolaire parmi les adolescentes. Les enseignantes des SSS qui participeront aux formations en poste renforceront leur rôle de modèle pour les filles des zones rurales. Dans l'ensemble, le projet a donc un impact positif pour les filles des zones rurales mais aussi les filles pauvres des zones urbaines.

7.2.3 Le projet fournira une formation en poste et du matériel pédagogique, ce qui renforcera les capacités des enseignants dans ces zones rurales et poussera d'autres enseignants qualifiés à les rejoindre, favorisant ainsi le développement des communautés rurales. Cette initiative permettra également de renforcer la participation communautaire par une réorganisation et un renforcement des comités de gestion d'école. Les enseignants recevront une formation spéciale de manière à ce qu'ils puissent sensibiliser les parents sur les questions d'éducation, en particulier celles qui touchent à l'éducation des filles, dans le cadre de leur rôle dans les communautés. Leur formation les aidera également à contribuer à la lutte contre le VIH-SIDA et la destruction de l'environnement.

8. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 Conclusions

8.1.1 Le projet proposé est une composante essentielle de la stratégie de la Banque pour le Ghana, laquelle est centrée sur la réduction de la pauvreté et s'inscrit dans le droit fil des objectifs du gouvernement dans le secteur de l'éducation. Quelque 25 écoles secondaires de deuxième cycle, de faible niveau de performance, dispenseront dorénavant un enseignement moderne de bonne qualité, notamment grâce à la fourniture de 145 000 jeux de livres et la formation d'environ 10 000 enseignants, ce qui aura pour effet d'améliorer l'accès à l'enseignement et les niveaux de qualité dans les régions pauvres du Ghana.

8.1.2 Le projet aura un impact important au Ghana, en ce moment de son développement où l'économie commence lentement à reprendre après des années de déclin. Il s'intègre parfaitement dans la stratégie de développement du gouvernement. Plusieurs régions pauvres du pays bénéficieront du programme de réhabilitation et d'extension des écoles dans leur communautés.

8.1.3 L'ensemble du pays bénéficiera d'une campagne de sensibilisation à l'entretien des écoles. Les comités de gestion d'école seront réorganisés et renforcés de sorte qu'ils assument effectivement leur tâche d'entretien par l'intermédiaire de sociétés locales de construction, tout en améliorant les perspectives économiques de tous les Ghanéens.

8.1.4 Renforcer les capacités du MOEYS contribuera à une plus grande efficacité dans la gestion de l'éducation dans le pays. Le renforcement des partenariats et des relations entre les écoles et leurs communautés, grâce à de meilleurs comités de gestion d'école, permettra d'améliorer la capacité de gestion du ministère au niveau de la base.

8.1.5 Plusieurs bailleurs de fonds mènent des initiatives d'assistance à d'autres niveaux de l'éducation. Par exemple, le Ghana se prépare à être intégré dans le EFA/FTI pour l'enseignement de base, de sorte que le projet ne pouvait intervenir à un meilleur moment dans les SSS, où les retombées du EFA seront les plus sensibles dans un avenir proche.

8.2 Recommandations et conclusions pour l'entrée en vigueur du prêt et du don

8.2.1 Il est recommandé qu'un prêt FAD n'excédant pas 20,00 millions d'UC et un don FAD n'excédant pas 5 millions d'UC soient accordés au Gouvernement ghanéen aux fins de mettre en œuvre le projet tel que décrit dans le présent rapport. Ce prêt est soumis aux conditions particulières suivantes :

Conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt

8.2.2 L'entrée en vigueur de l'accord de prêt et du protocole d'accord sera soumise au respect par l'emprunteur des dispositions de la section 5.01 des conditions générales et des dispositions pertinentes des conditions générales applicables aux protocoles d'accord concernant l'assistance technique.

Conditions préalables au premier décaissement

8.2.3 L'obligation pour le Fonds d'effectuer le premier décaissement du prêt et du don sera conditionnée par l'entrée en vigueur de l'accord de prêt et du protocole d'accord et le respect par l'emprunteur des conditions suivantes. L'emprunteur aura :

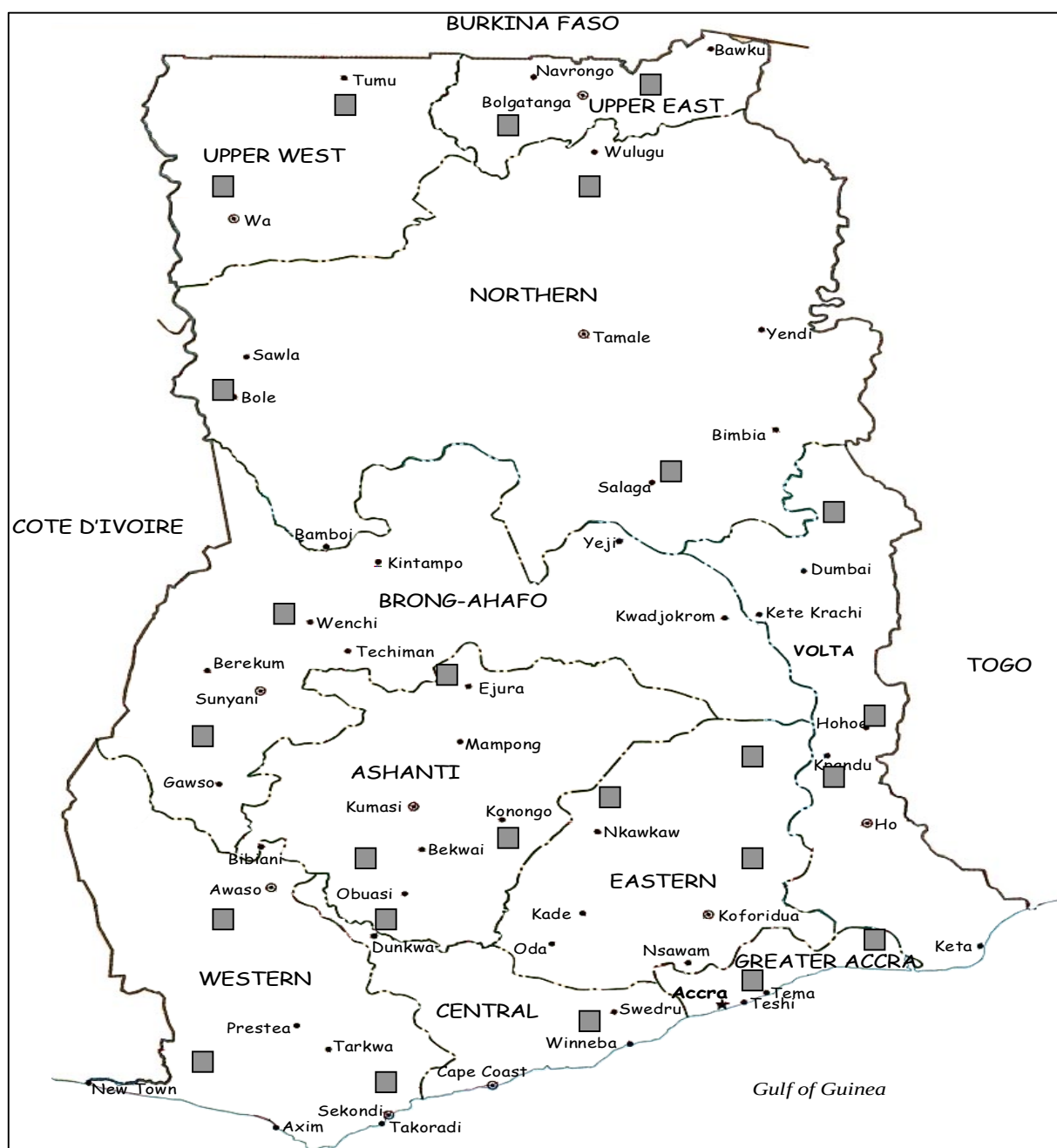
- (i) Mis en place une équipe de base pour la mise en œuvre du projet au sein du GES, composée de cadres de la Division de l'enseignement de deuxième degré, de l'Unité des fournitures et de la logistique, de la Division des finances et de la Division de l'administration (paragraphe 5.1.1 et 5.1.2).
- (ii) Mis en place un Fonds d'entretien, sur un compte spécial géré par les assemblées de district, pour financer l'entretien des SSS (paragraphe 4.6.16; 5.2.6; 5.5.2).
- (iii) Ouvert, dans une institution financière renommée acceptable pour le Fonds, et à des conditions également acceptables pour le Fonds, deux comptes distincts pour le projet, sur lesquels seront versées les ressources du prêt et du don (paragraphe 5.5.1).
- (iv) Fournit la preuve que des fonds de contrepartie équivalents à quatre mois de la contribution du gouvernement au projet ont été déposés dans un compte du projet ouvert par l'emprunteur pour le projet (paragraphe 5.5.2).

Engagements. L'emprunteur devra :

- (i) Prendre l'engagement de recruter, dans les quatre mois à compter de la date du premier décaissement du prêt et du don, un cabinet de vérificateurs pour effectuer les audits du projet (paragraphe 5.7.2).

- (ii) S'engager à ne pas utiliser les ressources du projet allouées à la reconstruction, l'extension ou la réhabilitation des écoles pour aucune école située sur un terrain qui ne soit pas propriété libre de toutes charges, appartenant et gérée par l'emprunteur (paragraphe 4.6.3).

PROJET ENSEIGNEMENT (III)
DÉVELOPPEMENT DES ÉCOLES SECONDAIRES DE DEUXIÈME CYCLE
 Carte du Ghana indiquant les sites du projet Enseignement secondaire de deuxième cycle



Cette carte est destinée à l'usage exclusif des lecteurs du rapport auquel elle est jointe. Les dénominations utilisées et les frontières figurant sur cette carte n'impliquent de la part du Groupe de la Banque et de ses membres aucun jugement concernant le statut légal d'un territoire ni aucune approbation ou acceptation de ses frontières.

Légende:  Zone des sites du projet Développement des écoles secondaires de second cycle.

RÉPUBLIQUE DU GHANA

PROJET ENSEIGNEMENT (III)
DÉVELOPPEMENT DES ÉCOLES SECONDAIRES DE DEUXIÈME CYCLE

ÉCOLES A RÉHABILITER ET AGRANDIR (par catégorie)

DISTRICT	NOM DE L'ÉCOLE	EFFECTIF	COÛTS ESTIMATIFS PROVISOIRES DES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL (dollars US)
CATÉGORIE I (effectif prévu inférieur à 400 élèves)			
1. Bawku Ouest	Sec. Tech Zebilla	206	259 000
2. Ejura Sekyedumase	École Sec. Ejuraman	259	269 884
3. Asante Akim Sud	École Sec. Bompata Presb.	181	438 139
4. Asunafo	SSS Kukuom	196	445 349
5. Shama Ahanta East	SSS Shama	240	448 372
6. Agona	Sec. Tech. Nyakrom	215	515 116
CATÉGORIE II (effectif prévu entre 400 et 800 élèves)			
7. Jomoro	SSS Half Assini	331*	145 930
8. Walewale	SSS Walewalw	552	380 000
9. Sissala	SSS Kanton	580	212 325
10. Jirapa Lambussie	SSS Jirapa	375*	374 884
11. Salaga	SSS Salaga	659	440 349
12. Sandema	SSS Sandema	355*	393 256
13. Kpando	SSS Peki	650	288 837
14. Bole	SSS Bole	484	396 744
15. Juabeso Bia	SSS Juabeso	641	426 512
16. Manya Krobo	SSS Manya Krobo	650	497 558
17. Kwahu Nord	SSS Donkorkrom	470	500 465
18. Nkwanta	SSS Nkwanta	469	484 419
CATÉGORIE III (effectif prévu supérieur à 800 élèves)			
19. Dangme	SSS Ada	815	387 907
20. Wenchi	École Sec. Wenchi	1 400	216 860
21. Tema	École Sec. Tema	1 467	288 139
22. Upper Denkyira	SSS Boa Amponsem	995	158 256
23. Amansie	École Sec. West Africa	1 301	388 953
24. Kwahu Sud	SSS Nkwawkaw	1 129	371 744
25. Hahoe	SSS Hohoe EP	850	460 465

*Les SSS de Half Assini, Jirapa et Sandema ont vu leur effectif dépasser rapidement les 400 élèves; ils sont donc inclus dans la catégorie II bien que les chiffres actuels soient inférieurs à 400.

RÉPUBLIQUE DU GHANA

PROJET ENSEIGNEMENT (III)
DÉVELOPPEMENT DES ÉCOLES SECONDAIRES DE DEUXIÈME CYCLE

INDICATEURS DE REALISATION DES
OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DU MILLENAIRE POUR LE GHANA

Objectif de Développement	Indicateurs	Niveau	Année	% de changement
1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim	Personnes vivant avec moins d'un dollar par jour	38%	1998	N/A
	Écart de pauvreté à un dollar par jour	3,4	1998	n.d.
	% part du revenu par les 20% les plus pauvres	5,9%	1998	n.d.
2. Etendre l'éducation primaire	Prévalence de la malnutrition chez les moins de 5 ans	24,9%	1998	n.d.
	Taux brut de scolarisation	75,3% 75%	1990 1996-1998	-0,4
3. Améliorer l'équité entre filles et garçons dans l'enseignement	Taux d'alphabétisation chez les jeunes (% des 15-24 ans)	82% 91%	1990 2000	9,9
	Ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire	0,834 0,845	1990 1996	1,3
	Ratio filles/garçons dans l'enseignement secondaire	0,643 0,635	1990 1996	-1,3
	Femmes entre 15-24 ans alphabétisées par rapport aux hommes	0,850 0,944	1990 2000	9,9
4. Réduire les taux de mortalité	Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)	79 65	1990 2000	18,4
	Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 100 000 naissances vivantes)	108 92	1990 2000	15,2
	Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	740 210	1990 1992-1999	71,6
5. Améliorer la santé reproductive	Naissances assistées par un personnel médical qualifié	55 44 44	1990 1993-1995 1996-1999	n.d.
	Taux de prévalence de la contraception (%des femmes entre 14-49 ans)	20,3 22,1	1990 1995	8,1
	Prévalence du VIH chez les femmes (% des femmes entre 15-49 ans)	1,4	1999	n.d.
6. Viabilité environnementale	État d'avancement du Plan d'action national	terminé		n.d.
	% de la population ayant accès à de l'eau potable	64	1999-2000	n.d.
	Zone forestière en pourcentage de la superficie totale	27,8	2000	n.d.
	Zone protégées en pourcentage de la superficie totale	4,9	1999	n.d.

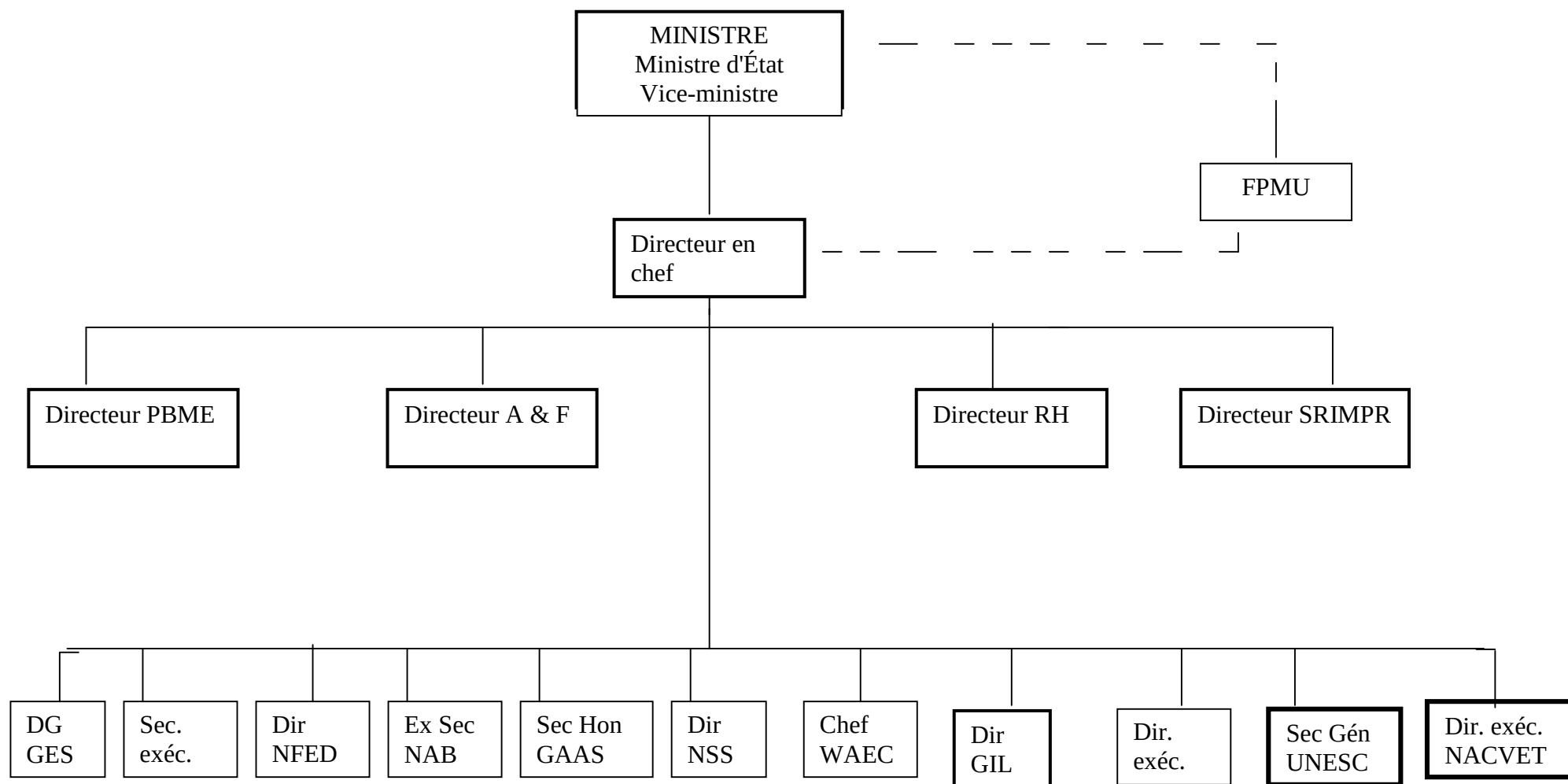
n.d : non disponible

RÉPUBLIQUE DU GHANA

PROJET ENSEIGNEMENT (III)
DÉVELOPPEMENT DES ÉCOLES SECONDAIRES DE DEUXIÈME CYCLE

LISTES DES BIENS ET SERVICES (millions d'UC)

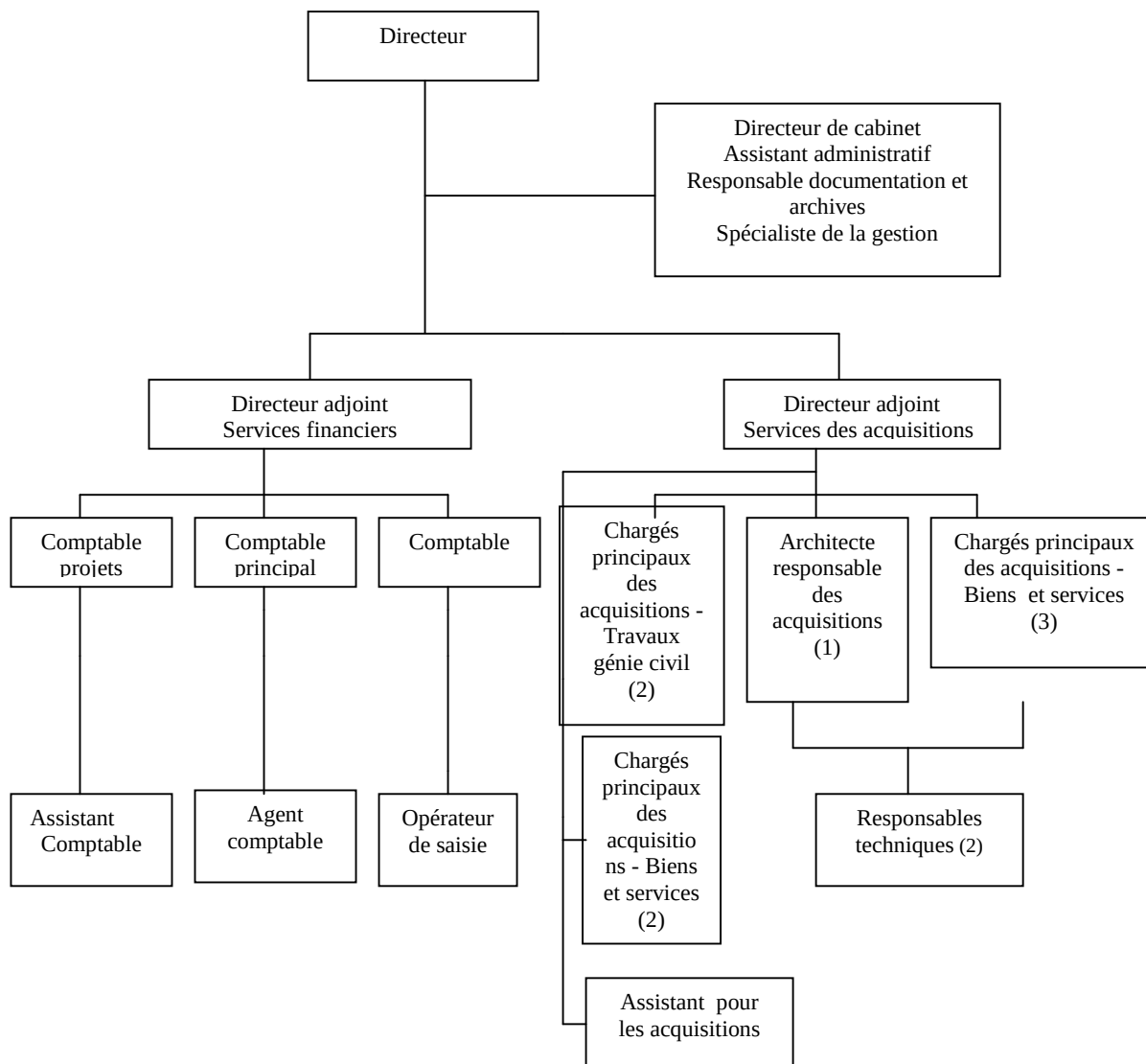
Sources de financement		----- Prêt -----			Don			Gouv	----- Total -----			%
Catégories de dépenses		Dev.	M. L.	Total	Dev.	M. L.	Total	M. L.	Dev.	M. L.	Total	
A Biens	Coûts de base	5,58	1,19	6,77	1,44	1,30	2,74	0,07	7,02	2,56	9,58	44,6 %
	Aléas	0,40	0,09	0,49	0,10	0,09	0,20	0,01	0,51	0,19	0,69	
	Inflation	1,30	0,29	1,59	0,29	0,24	0,52	0,02	1,59	0,54	2,13	
	Coût total	7,29	1,56	8,85	1,83	1,63	3,46	0,09	9,12	3,29	12,40	
B Travaux	Coûts de base	3,25	2,17	5,42	0,00	0,00	0,00	0,46	3,25	2,63	5,88	27,7 %
	Aléas	0,24	0,16	0,39	0,00	0,00	0,00	0,03	0,24	0,19	0,43	
	Inflation	0,76	0,51	1,27	0,00	0,00	0,00	0,11	0,76	0,62	1,38	
	Coût total	4,24	2,84	7,08	0,00	0,00	0,00	0,60	4,24	3,44	7,68	
C Services	Coûts de base	0,68	0,05	0,73	0,62	0,04	0,66	0,05	1,30	0,15	1,45	6,7 %
	Aléas	0,05	0,00	0,05	0,05	0,00	0,05	0,00	0,09	0,01	0,11	
	Inflation	0,15	0,02	0,17	0,12	0,01	0,13	0,01	0,27	0,04	0,31	
	Coût total	0,88	0,08	0,95	0,79	0,05	0,84	0,07	1,67	0,20	1,86	
D Operating Coût	Coûts de base	0,00	1,14	1,14	0,00	0,53	0,53	0,30	0,00	1,97	1,97	9,8 %
	Aléas	0,00	0,08	0,08	0,00	0,04	0,04	0,02	0,00	0,14	0,14	
	Inflation	0,00	0,42	0,42	0,00	0,12	0,12	0,07	0,00	0,61	0,61	
	Coût total	0,00	1,64	1,64	0,00	0,69	0,69	0,39	0,00	2,72	2,72	
F Divers	Coûts de base	0,00	1,08	1,08	0,00	0,00	0,00	1,08	0,00	2,17	2,17	11,2 %
	Aléas	0,00	0,08	0,08	0,00	0,00	0,00	0,08	0,00	0,16	0,16	
	Inflation	0,00	0,32	0,32	0,00	0,00	0,00	0,46	0,00	0,78	0,78	
	Coût total	0,00	1,48	1,48	0,00	0,00	0,00	1,63	0,00	3,11	3,11	
Total	Coûts de base	9,51	5,63	15,14	2,06	1,87	3,94	1,97	11,57	9,47	21,04	100 %
	Aléas	0,69	0,41	1,10	0,15	0,14	0,29	0,14	0,84	0,69	1,53	
	Inflation	2,21	1,55	3,76	0,41	0,37	0,78	0,67	2,62	2,59	5,21	
	Coût total	12,41	7,59	20,00	2,62	2,38	5,00	2,78	15,03	12,75	27,78	

RÉPUBLIQUE DU GHANAPROJET ENSEIGNEMENT (III)
DÉVELOPPEMENT DES ÉCOLES SECONDAIRES DE DEUXIÈME CYCLEORGANIGRAMME DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT

RÉPUBLIQUE DU GHANA

PROJET ENSEIGNEMENT (III)
DÉVELOPPEMENT DES ÉCOLES SECONDAIRES DE DEUXIÈME CYCLE

ORGANIGRAMME DE L'UNITE DE LA GESTION DES ACHATS ET DES FONDS DU MINISTÈRE DE
ENSEIGNEMENT (FPMU)



GHANAPROJET ENSEIGNEMENT (III)
DÉVELOPPEMENT DES ÉCOLES SECONDAIRES DE DEUXIÈME CYCLE**RÉSUMÉ DES DISPOSITIONS SOCIO-ENVIRONNEMENTALES DU PROJET**

a) Description du projet et de ses principales composantes sociales et environnementales

Pour accroître et améliorer l'accès à l'enseignement secondaire du second degré, le projet réalisera, entre autres activités, la réhabilitation et l'extension d'écoles secondaires.

b) Principales incidences sociales et environnemental

Le projet est classé dans la catégorie environnementale II, du fait que son incidence sur l'environnement est minime (aménagement de paysages, création de puits à ciel ouvert, production de déchets de construction et de poussière pendant la construction). Le projet est conçu de telle sorte que toutes les activités qui pourraient avoir un effet négatif sur l'environnement, en particulier celles qui sont liées aux travaux de génie civil, sont clairement identifiées et comportent des mesures d'atténuation.

c) Programme de protection et mesures d'atténuation

Le manuel de mise en œuvre inclura des mesures pour: (i) s'engager à évaluer l'impact environnemental des sous-projets impliquant la construction d'infrastructures, et identifier les mesures à prendre; (ii) stipuler dans les spécifications des travaux de construction ou de réhabilitation d'infrastructures les mesures d'atténuation ou d'optimisation à prendre en compte par les entrepreneurs; (iii) interdire les IGA qui nuisent à l'environnement et encourager celle qui contribuent à le protéger et à l'améliorer.

d) Programme de suivi et initiatives complémentaires

La CPIT et la FPMU sont en charge des activités de suivi environnemental. Elles prendront les mesures nécessaires pour éviter d'abattre des arbres, superviser les choix des matériaux de construction, éviter la cuisson artisanale de briques, et superviser l'utilisation du bois sur les chantiers pour prévenir l'abattage sauvage des arbres.

e) Dispositions institutionnelles et renforcement des capacités

Le projet aura un impact positif sur l'environnement car les installations scolaires prévues incluront des installations qui protègent l'environnement, notamment des systèmes hydrauliques d'évacuation des déchets munis de systèmes de dispersion d'égouts, des latrines VIP, situées à une distance suffisante des installations principales, la plantation d'arbres fruitiers et non fruitiers dans les endroits stratégiques, aux alentours de chaque école. Enfin, les cours de sensibilisation aux problèmes d'environnement et les cours de gestion dans les modules de formation destinés aux enseignants contribueront à répandre les comportements écologiques tant parmi l'administration scolaire que parmi les élèves.

f) Consultations du public et accès à l'information

Les divers rapports d'activités reprenant les informations sur les activités concernant la protection de l'environnement sont accessibles pour divers partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet.

g) Coûts estimatifs

Les coûts du suivi écologique ont été inclus dans le calcul des coûts du projet, de même que les coûts des diverses activités de protection de l'environnement, notamment la composante IEC, la fourniture d'énergie solaire et le suivi environnemental.

h) Calendrier de mise en œuvre et rapports

Les rapports environnementaux seront rédigés régulièrement puisqu'ils font partie intégrante de la mise en œuvre du projet. Les rapports de l'organe d'exécution et des opérateurs, les rapports trimestriels d'activité et les rapports de supervision du projet seront produits conformément au calendrier de mise en œuvre du projet.